

# I'HUMANITÉ



# rouge

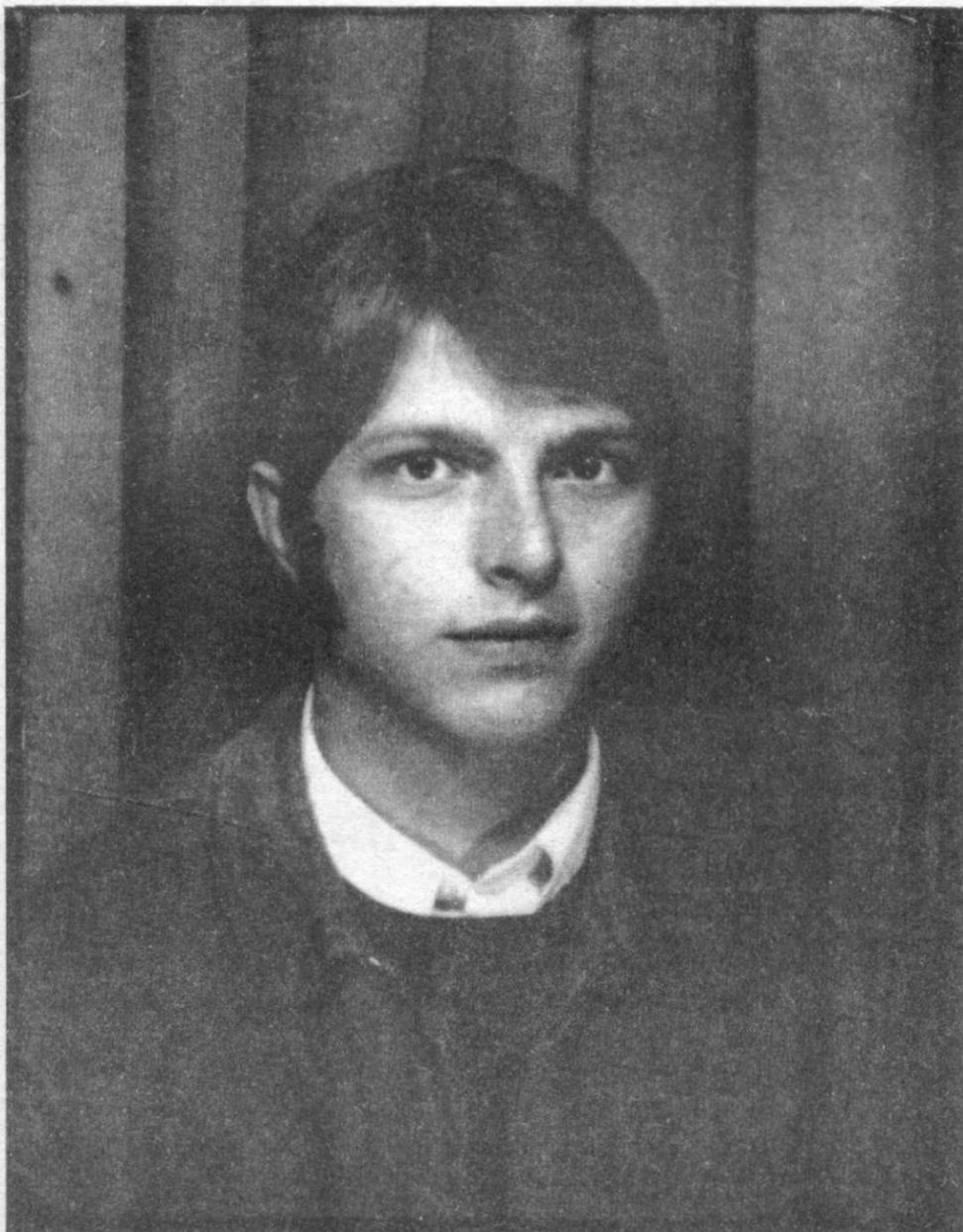
*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,  
UNISSEZ-VOUS !*

**I F** Boite Postale 134, Paris-20'  
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES  
MARXISTE-LENINISTE  
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS  
ET INTELLECTUELS

2<sup>e</sup> ANNEE N° 52  
JEUDI 19 MARS 1970

## La cour de sûreté de l'état capitaliste refuse la liberte provisoire à nos camarades emprisonnés !



### Ci-contre Bernard REY.

Bernard REY, jeune militant M.-L. âgé de 20 ans, a été arrêté le 18-2-70 à Blacé, près de Villefranche-sur-Saône (69) sur requête de la Cour de Sûreté de l'Etat. Les flics l'ont transféré à la Santé.

Il a commencé à militer dans un comité Vietnam il y a déjà plusieurs années puis s'est installé à Lyon et inscrit à la fac (Philo) et a milité pour le Front Uni. Il a toujours fait preuve dans son travail militant d'une ardeur, d'un enthousiasme et d'une volonté de vaincre qui sont un exemple pour tous les militants progressistes.

Tandis que les dirigeants révisionnistes pérorèrent fréquemment à la télé ou à la radio, les marxistes-léninistes sont jetés en prison.

### TRAVAILLEURS !

Jugez vous-mêmes : qui sont les véritables communistes révolutionnaires, ceux auxquels le Pouvoirs des monopoles capitalistes accorde ses antennes ou ceux qu'il redoute au point de les embastiller ?

**LIBEREZ Jean THIRIOT** ouvrier, **Patrick BERNIER**, professeur, **Alain FILOU**, employé, **André MARIE** et **Bernard REY**, étudiants, jeunes militants du MANS et de LYON également emprisonnés depuis le 18 février à la prison de la Santé sous l'inculpation de « Reconstitution du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France » arbitrairement dissous le 12 juin 1968.

Front Uni contre la répression de la bourgeoisie !

Union et action contre la fascisation !

Le fascisme ne passera pas !

A bas le capitalisme ! Vive le socialisme !

L'Humanité Rouge

## PROLONGEMENT DES LUTTES

- **MINES DE POTASSE D'ALSACE (Haut-Rhin)** : Les mineurs sont en lutte depuis le 23 janvier ; le 11 mars grève de 24 heures des 10.000 ouvriers mineurs. Ils manifestent dans les rues de Mulhouse ; sur les banderoles on pouvait lire : « Semaine de 40 heures », « Augmentation des salaires », « Du travail pour les jeunes », etc...
- **COMPAGNIE FRANÇAISE JOHN A GRAY (Haute-Saône)** : grève avec occupation d'usine depuis le 24 février. Les ouvriers s'opposent à la mise à pied d'un délégué, à l'accroissement de la durée du travail que la direction prétend porter de 47 heures à 52 heures par semaine et sont en lutte pour une augmentation uniforme des salaires.
- **PAPETERIE DE NAVARRE A ROANNE** : 1.200 ouvriers sont en grève contre le licenciement arbitraire d'un délégué syndical. Cette lutte a commencé le 26 février.
- **ETS VALLOUREC A LOUVROL (Nord)** : 170 ouvriers sont en grève depuis le 4 mars pour l'augmentation de la prime de rendement. Le directeur a été enfermée dans un bureau pendant plusieurs heures.
- **SOCIETE INDUSTRIELLE DE CELLULOSE (S.I.C.A.) A ALIZAY (Eure)** : suite aux débrayages des 300 ouvriers, la direction décide de fermer l'usine. Le personnel lock-outé continue l'occupation de l'usine.
- **ETS LE MINOR A PONT-L'ABBE (Finistère)** : 300 employés poursuivent depuis le 5 mars la grève pour l'augmentation des salaires.
- **ECOLE NATIONALE DE CHIRURGIE DENTAIRE A MARSEILLE** : les étudiants de 4<sup>e</sup> année (une centaine environ) sont en grève illimitée depuis samedi 7 mars. Ils protestent contre les méthodes de direction, la qualité de l'enseignement, le rendement par tête d'étudiant et la qualité des soins. Les étudiants continuent à assurer les soins des malades.

### LUNDI 9 MARS

- **S.A.S.T. A BORDEAUX** : débrayages de 150 ouvriers dans les ateliers mécaniques, tubes et laminaires pour les salaires et autres revendications.
- **PRODUITS REFRACTAIRES PROST AMAND DE MONTENDRE (Charente-Maritime)** : grève de 24 heures de 200 ouvriers pour l'augmentation des salaires.
- **S.A.U.F. (ex-Farman) A BOULOGNE-BILLAN-COURT** : débrayage pour les salaires, la réduction du temps de travail.
- **TEXTILE** : semaine d'action sur le plan national.
- **LYCEE DE COULOMMIERS (Seine-et-Marne)** : les internes et demi-pensionnaires boycottent la cantine pour protester contre l'insuffisance de la nourriture.

### MARDI 10 MARS

- **CENTRALES THERMIQUES ET COKERIES DES HOUILLERES EN LORRAINE** : grève de 48 heures pour les salaires et classifications.
- **ETS REY A SAILLAT (Haute-Vienne)** : grève de 24 heures pour s'opposer à une sanction frappant un délégué du personnel.
- **ATELIER DE LA R.A.T.P. A CHOISY, FONTENAY, SAINT-OUEN ET SAINT-FARGEAU** : débrayages pour le reclassement du personnel ouvrier.
- **SAUMEL A BOULOGNE-BILLAN-COURT** : débrayage pour les salaires et la réduction du temps de travail.
- **F.P.A. (Formation Professionnelle des Adultes)** : grève contre les licenciements de 150 enseignants et employés et contre la fermeture de sections professionnelles.

### MERCREDI 11 MARS

- **P. ET T.** : grève des chauffeurs poids lourd suivie à la quasi unanimité.
- **SERVICE DES POMPES FUNEBRES DE LA PREFECTURE DE PARIS** : grève de 24 heures des chauffeurs pour la parité des avantages accordés aux conducteurs du service nettoyement et des transports municipaux.
- **INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE** : grève des étudiants pour protester contre les sanctions prises à l'égard d'un étudiant marocain, élève de deuxième année. Ce dernier est sous le coup d'un mandat

## LA GAUCHE PROLÉTARIENNE

suite de la page 9

Nous réprouvons, comme Lénine, comme Mao-Tsé-Toung, le gauchisme aventuriste qui s'associe souvent à l'opportunisme de droite, nous réprouvons les actes individuels ou de kommandos, non seulement coupés des masses, mais de nature à soulever la réprobation des masses à la confusion dans leurs rangs. Pour nous, le véritable militant révolutionnaire doit être au milieu du peuple comme un « poisson dans l'eau ».

En ce sens, nous désapprouvons la tentative d'incendier les Grands Moulins de Corbeil, que les masses populaires ne comprennent pas et condamnent. Mais nous affirmons que

les premiers responsables de tels actes sont premièrement la bourgeoisie capitaliste dont la société décadente et pourrie accule de jeunes étudiants et travailleurs à une révolte légitime qui s'exprime malheureusement de manière spontanée et nullement révolutionnaire ; deuxièmement, les dirigeants révisionnistes qui, par leur trahison des enseignements du mouvement révolutionnaire et leur collusion avec la bourgeoisie monopoliste, ont créé temporairement un vide idéologique et politique immense, favorisant la résurgence des vieilles théories non prolétariennes, comme l'anarchisme et le trotskysme (Lénine : « L'anarchisme a été souvent une sorte de châtiement pour les déviations opportunistes du mouvement ouvrier »).

d'expulsion et assigné à résidence dans l'Hérault. Cet étudiant animait des groupes d'alphabétisation dans des foyers d'ouvriers immigrés et participait à la lutte contre les conditions misérables de logement dont sont victimes ces travailleurs.

• **VILLEFRANCHE-SUR-SAONE** : 3.000 camions bloquent la circulation à la hauteur de la gare à péage sur l'autoroute A 6 et sur la R.N. 433 sur l'autre rive de la Saône. Cette manifestation des routiers a été décidée contre l'arrêté du préfet de la région, leur interdisant la traversée de Villefranche et d'Anse entre 22 heures et 6 heures, les obligeant ainsi à prendre l'autoroute à péage.

### JEUDI 12 MARS

- **USINE DE WENDEL-SIDELOR A KNUTANGE (Moselle)** : grève de 24 heures des ouvriers du service chemin de fer. Les grévistes réclament la parité des salaires avec les ouvriers des autres services de l'usine. Le personnel de l'aciérie a été mis en chômage technique.
- **CHANTIER TURZINI** : grève au siège social et sur les 50 chantiers pour les salaires.
- **ALCATEL A ARCUEIL** : débrayage de 100 dessinateurs pour les salaires avec manifestation dans l'usine.
- **INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES (I.N.S.A.) A RENNES** : les élèves ingénieurs se mettent en grève illimitée. Ils réclament l'abrogation du règlement intérieur adopté le 3 mars par le conseil d'administration (composé en majorité de personnes extérieures à l'établissement). Les grévistes demandent la prise en considération du projet de règlement établi en collaboration avec les professeurs.
- **USINE S.N.I.A.S. (ex-Sud-Aviation) A NANTES-CHATEAU-BOUGAN** : quatre militants C.F.D.T. entament une grève de la faim pour que la direction générale respecte ses engagements à l'égard des travailleurs âgés.

### VENDREDI 13 MARS

- **TRANSPORTS EN COMMUN A LYON** : tous les employés des services techniques sont en grève de 24 heures pour les salaires. Manifestation bruyante des grévistes devant le siège des T.C.L.
- **AIR-FRANCE A LYON** : grève du personnel contre les licenciements et les mutations arbitraires.
- **P. ET T. DANS LES BOUCHES-DU-RHONE** : arrêt de travail de 24 heures des agents des lignes.
- **QUIMPER (Finistère)** : 7.000 fonctionnaires se rassemblent pour protester contre le maintien des zones de salaires sur l'indemnité de résidence.
- **LYCEE CHAPTAL A PARIS** : manifestation des lycéens contre les sanctions prises à l'égard de cinq d'entre eux dont une exclusion.
- **C.E.T. DE L'AUTOMOBILE-BRON (Banlieue lyonnaise)** : 24 heures de grève pour les revendications.

### SAMEDI 14 MARS

- **PARIS** : un millier de révolutionnaires manifestent devant le ministère de la justice pour exiger la libération des emprisonnés politiques. C'est aux cris de « Libérez nos camarades », « A bas l'Etat fascisant », « P.C.F. trahison », « Vive le P.C.M.L.F. » que la manifestation s'est déroulée. La colère des manifestants s'est exprimée par des jets de pierre qui ont brisé les vitres du bâtiment de la justice bourgeoise.
- **SUD-AVIATION BLAGNAC** : vendredi 13 mars, les travailleurs du bureau d'étude de Blagnac se sont rendus à Sud-Aviation St-Eloi pour présenter eux-mêmes leurs revendications au directeur M. Dufour. Le patron a refusé de les voir et a essayé de s'esquiver par la porte de derrière. Mais les 400 manifestant entouraient le bâtiment. A deux reprises le P.D.G. a tenté de briser la barrière d'hommes en fonçant en DS 21. Fous de rage les travailleurs se sont saisis d'instruments de défense et ont rapté la voiture du sieur comme une vieille chaussette. Le P.D.G. et ses deux passagers étaient verts de peur.

Les syndicats, dans le dos des travailleurs sont allés porter une plate excuse au patron et aux deux capitalistes allemands qui l'accompagnaient. Pensez donc ! Si les allemands refusaient de faire l'Airbus !

# En avant, pour les 15 millions

Total précédent		106.504	F
C.D.H.R.	Noisy-le-Sec	430,50	F
C.D.H.R. Assas	Paris	35	F
M.B.	Romainville	10	F
R.J.	Issy-les-Moulineaux	10	F
Des électriciens sur chantier quartier Dé- fense	Paris	20	F
A. E.D.F.	Paris	20	F
C.D.H.R. Duplex	Paris 15°	100	F
Un vieux retraité	Annecy	2	F
J.P.	Lycéen Paris	5	F
A la librairie Le Phé- nix	Paris	5	F
Un sympathisant	Besançon	50	F
C.D.H.R. Bagneux	Bagneux	100	F
C.D.H.R. Etudiant fac. de sciences	Orsay	100	F
Un travailleur	Paris	1	F
C.D.H.R. Bobigny	Bobigny	30	F
C. D. H. R. Versailles- Nord	Versailles	20	F
Anonyme	Jouy-en-Josas	50	F
C.D.H.R. 20° Sud	Paris-20°	100	F
C.D.H.R. Eugène Varlin	Paris-13°	80	F
C.D.H.R. 18°	Paris-18°	5	F
C.D.H.R. Enver Hoxha	Aix-en-Provence	84	F
G.C.	Paris-15°	60	F
M.J.	St-Brieuc	50	F
M.Y.	Rueil-Malmaison	40	F
C.D.H.R.	Melun	19	F
C.D.H.R.	Orsay	500	F
Fac de Lettres	Lyon	20	F
Fac de Médecine	Lyon	33	F
2 lycéens	Reze-les-Nantes	6	F
C.D.H.R.	Le Puy	20	F
Un travailleur	St-Maur	7	F
Total général		108.516,50	F

## SECOURS ROUGE SOUTENONS FINANCIEREMENT LES CAMARADES EMPRISONNES ET LEUR FA- MILLE

C.F. pour les camara- des marxistes-léninis- tes emprisonnés		50	F
N.D.	Allos	10	F
M.D. ancien des F.T.P.	Noisy-le-Sec	50	F
Un ouvrier de l'E.G.F.	La Garenne-Colom- bes	20	F
2 étudiants	Lyon	100	F
A.J.	St-Marcen	20	F
C.D.H.R.	Guingamp	10	F
B.Y.	Paris-18°	10	F
C.D.H.R.	Orly	10	F
C.D.H.R.	Paris-12°	10	F
C.D.H.R. étudiants	Orsay	5	F
C.D.H.R. Blanqui	Paris-13°	10	F
C.D.H.R.	Orléans-Ville	100	F
Anonyme	Paris	100	F
Total		325	F

**Camarades,  
commandez des invendus  
pour faire connaître H.R.**

Voici donc quelques premiers éléments de réflexion au sujet de la G.P., mouvement anarcho-spontanéiste qui usurpe le drapeau de la pensée Mao-Tsé-Toung, à la grande satisfaction de la bourgeoisie et de ses complices, les dirigeants révisionnistes.

Pour aider à la juste analyse que nous voulons poursuivre, nous publions page 9 un texte de Staline datant de 1908, qui n'est pas sans rapport avec certaines actions de la G.P. à l'heure actuelle.

« *l'Humanité Rouge* » souhaite recevoir de nouvelles contributions permettant de mener efficacement la lutte idéologique et politique contre la « gauche prolétarienne ».



**AFFICHEZ H. R. !**

# ÉDITORIAL

## LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT CAPITALISTE REFUSE LA LIBERTÉ PROVISOIRE A NOS CAMARADES EMPRISONNÉS !

Les paysans travailleurs sont mécontents et manifestent, les petits commerçants et artisans écrasés d'impôts décident la « grève du percepteur », les étudiants voués au chômage à la sortie des Universités se battent avec l'énergie des justes causes, et puis, un peu partout, les travailleurs passent à l'action, malgré les directions syndicales. Mais quand un délégué mène correctement le juste combat de sa classe, le patronat le fout à pied ou le fiche dehors avec la sainte bénédiction des Prudhommes et de l'Inspection du Travail. Ainsi, à Roanne, voici deux semaines qu'un secrétaire de section syndicale C.G.T., qui s'est bien conduit, est défendu par les 1.500 ouvriers de sa boîte, en grève illimitée, contre le patronat féroce des Papeteries Navarre. A ce militant pour qui les travailleurs occupent les 3 usines de ce trust, nous disons : **« Bravo, Camarade, nous sommes avec toi, avec les 1.500 ouvriers qui soutiennent ton combat, et que tu sois un responsable local de la C.G.T., peut-être même un adhérent de base du P.C.F., ne change rien à notre attitude envers toi, car tu n'as pas agi comme un révisionniste, mais comme un ouvrier qui lutte sur de justes positions de classe. »** Nous ne sommes pas des destructeurs de l'unité ouvrière, au contraire nous sommes les reconstructeurs de cette unité (détruite par le révisionnisme moderne) sur la base du principe « classe contre classe », c'est-à-dire « classe ouvrière contre bourgeoisie monopoliste ».

Mais lorsque nous voyons Halbeher sur le petit écran bafouiller pour expliquer que la section C.G.T. des usines Renault apprécie la nouvelle fumisterie gouvernementale de la « mensualisation des salaires » (qui n'apporte rien de plus aux travailleurs que du vent), nous avons envie de casser le poste ! Soyons-en certains, Dreyfus ne licenciera pas cet éminent collaborateur qui, de surplus, joue pour lui le rôle d'un commissaire de police dans l'île Seguin en dénonçant honteusement les militants révolutionnaires et en sapant l'unité de lutte de classe des ouvriers.

Tout cela, la mesure patronale de Roanne comme l'intervention du secrétaire de la section syndicale C.G.T. de l'usine Renault, c'est la même chose : c'est la répression contre la classe ouvrière. Directe dans un cas, indirecte dans l'autre, mais c'est pareil, c'est la répression de la classe capitaliste.

Avec les classes moyennes, le gouvernement essaye de s'en tirer par quelques concessions, quelques promesses, mais sa tactique de la carotte commence à s'user. Les intéressés en ont marre. Parce qu'ils ne sont pas guidés par une idéologie prolétarienne et révolutionnaire, ils passent à la révolte sous différentes formes, des poteaux téléphoniques sciés dans l'Hérault par des paysans aux mises à sac de services fiscaux dans l'Isère

par des commerçants. La colère monte partout. A Montbéliard, un pompiste est allé jusqu'à faire sauter l'installation du « super grand » voisin qui lui faisait une concurrence déloyale (4 centimes de moins le prix du litre d'essence, du coup le pompiste n'avait plus un seul client !) Ballotées entre la tentation du fascisme et la juste lutte aux côtés des ouvriers, ces couches victimes de la politique de l'Etat des monopoles doivent être aidées par nos explications patientes et systématiques. Il faut entraîner la majorité de leurs rangs du côté de la révolution, du côté du Front Uni révolutionnaire anti-monopoliste, pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat.

Et bien entendu, cette situation que ne peuvent plus supporter ces masses qui travaillent, le gouvernement est prêt à la perpétuer par une répression accrue, si ses ruses ne suffisent plus.

C'est parce que la crise générale le saisit à la gorge et qu'il lui faut stopper l'union et l'action révolutionnaire du peuple, classe ouvrière en tête, que le pouvoir de la bourgeoisie monopoliste commence par emprisonner les marxistes-léninistes. Il les tient pour les plus dangereux, parce qu'il les sait capables d'expliquer partout, à tous, que la seule issue possible, dans l'union active, c'est la révolution.

Jean THIRIOT, et vous les camarades qui êtes à la Santé sous l'inculpation de « reconstitution du Parti Communiste Marxiste-léniniste de France », vous êtes les premières victimes de cette politique odieuse de l'Etat au service des monopoles enrichis par la sueur et par le sang des exploités !

Ce n'est point par hasard qu'ils vous ont refusé la liberté provisoire. A votre attitude courageuse, digne, inflexible ils ont compris que vous n'êtes pas de ceux qui craquent. Alors ils se vengent comme ils peuvent. En vous maintenant à la Santé. C'est la répression immonde qui commence avec vous, Camarades ! parce qu'ils se sentent plus faibles que jamais. C'est aussi la lutte de classes qui s'accroît. Jean Thiriote, tu gagnais 650 francs par mois à l'usine Paris-Rhône pour 9 heures de cruel labeur quotidien. Les salauds, ils ont profité de ton emprisonnement pour te licencier ! Mais permets-nous de te révéler, très cher Jean, que tous les exploités s'illusionnent s'ils croient te réduire, t'écraser ainsi que nos magnifiques camarades du Mans et de Lyon. Jamais aucune geôle n'a pu venir à bout des justes idées révolutionnaires !

Voici une révélation qui nous rappelle d'autres heures plus anciennes où lorsqu'un militant tombait, un autre, dix autres « sortaient de l'ombre à sa place » :

Jean Thiriote, honneur de notre classe ouvrière, honneur des communistes français, ta femme, ouvrière comme toi, qui ne s'intéressait pas beau-

coup aux problèmes politiques jusqu'ici, ta campagne, depuis que tu as été arrêté, s'est mise à apprendre, chaque jour après ses neuf heures d'usine. Elle étudie la pensée Mao Tsé-toung ! Elle a le désir combien magnifique de te remplacer dans la lutte de classes contre ce patronat exploiteur, contre cet ennemi méprisable, contre ce tigre en papier que notre peuple détruira inéluctablement !

Vive la classe ouvrière ! Vive la classe révolutionnaire ! Honneur aux femmes des ouvriers révolutionnaires ! Sachons les entourer de toute la chaleur de notre profonde fraternité prolétarienne.

Sachons à leur endroit, comme vis-à-vis de toutes les familles de nos emprisonnés, sachons développer notre sentiment de classe !

Thiriote habitait dans une seule pièce, avec une alcove pour chambre à coucher, avec un placard pour « cuisine », avec des W.-C. sur le palier, à l'extérieur. Voilà les conditions sociales des ouvriers que vous jetez en prison pour tenter vainement d'écraser leurs idées révolutionnaires. Mais aujourd'hui la photographie de Jean est aux murs de nos demeures comme celle de notre plus proche parent ! Votre répression, Messieurs, ne fait que précéder la Révolution ! Vous vous croyez forts, peut-être, mais votre classe est déjà condamnée, irrémédiablement ; Thiriote, Rey, Marie, Bernier et Filou sont déjà vainqueurs, demain ils construiront la véritable société nouvelle, pas la vôtre Messieurs Chaban ou Marchais, mais celle que protégera la dictature du prolétariat, le socialisme. Et vous n'y pourrez rien !

Parce que dès aujourd'hui pour un militant en prison, mille dehors poursuivent le juste combat ! Et demain ce sera dix mille, cent mille et finalement des millions qui « arracheront les barreaux des prisons pour leurs frères ! »

« En fin de compte, le régime socialiste se substituera au régime capitaliste ; c'est une loi objective, indépendante de la volonté humaine. Quels que soient les efforts des réactionnaires pour freiner la roue de l'histoire dans son mouvement en avant, la révolution éclatera tôt ou tard et sera nécessairement victorieuse. » (Mao Tsé-toung).

Camarades, la lutte s'intensifie, nos emprisonnés ont le droit d'espérer de nous davantage ! A l'offensive, sans plus attendre, tous unis à la base dans l'action révolutionnaire, contre la répression, portons notre lutte à un niveau supérieur !

Que notre haine des buveurs de sang, des patrons et des gouvernants à leur solde décuple nos forces, impulse notre juste combat ! Ce sont Thiriote, Rey, Marie, Bernier et Filou qui nous le demandent par delà les barreaux de fer de leurs cellules !

### I. — EN AVANT POUR UN PUISSANT SOUTIEN A L'HUMANITE ROUGE !

Camarades, l'H.R. est en danger ! Le pouvoir des monopoles s'attaque à l'Humanité Rouge. Tout en maintenant une répression active contre les militants le pouvoir tente de faire disparaître notre journal par le biais d'un procès en diffamation avec demande de dommages et intérêts de plusieurs centaines de milliers de francs.

De plus, la vie chère et les hausses de prix n'épargnent pas notre journal. Bien au contraire l'accroissement constant des diverses charges est encore plus difficile à supporter pour un journal qui ne compte que sur ses lecteurs, qui ne compte que sur ses propres forces.

Nous demandons à tous les camarades :

- que dans chaque C.D.H.R. où cela n'a pas encore été mené à bien des structures financières conséquentes soient mises en place ;
- que dans chaque C.D.H.R. la question financière soit régulièrement mise sur le tapis ;
- que les C.D.H.R. prennent fer-

mement en main l'organisation de collectes publiques régulières, là où ils sont suffisamment implantés ;

— que chaque militant salarié verse à la souscription nationale une journée de salaire par mois ;

— que chaque militant non salarié verse au moins l'équivalent d'une journée de smigard (8 x 3,27 F) par mois ;

— que la campagne « en avant pour les 15 millions » soit fermement prise en main pour la faire aboutir le 1<sup>er</sup> Mai, la journée internationale de lutte des travailleurs !

En avant pour le soutien et le développement de l'HUMANITE ROUGE !

TOUS UNIS, NOUS VAINCRONS !

II. — Toujours en ce qui concerne la question financière qui est une question politique de la première importance, un groupe de camarades a étudié les résultats donnés par la souscription nationale au cours de l'année 1969. Les enseignements que l'on peut tirer sont de nature différente.

— L'aspect principal est donné par la courbe générale : développement rapide des 4 premiers mois, chute vertigineuse (mais inévitable) de la

période des vacances, reprise à la rentrée mais niveau décroissant depuis. (Il semble que le mois de janvier sera un bon mois). Peut-on conclure que l'importance du soutien financier n'a pas encore été bien comprise ?

— Un aspect positif est que la participation des C.D.H.R. représente plus de 60 % du total de la souscription. On peut envisager que la participation de 40 % pour les lecteurs s'accroîtra substantiellement lorsque ceux-ci seront organisés en C.D.H.R.

— un aspect non négligeable est que les C.D.H.R. de la Région Parisienne fournissent la meilleure part : près de 60 % du total des C.D.H.R. et plus de 90 % de la somme représentée par le total lecteurs.

— Un aspect négatif concerne la disproportion des sommes versées par les Comités tant à Paris et sa région qu'en Provence. Les énormes inégalités révèlent l'influence du libéralisme pratiqué par bon nombre de C.D.H.R. dans ce domaine :

sur 109 C.D.H.R. recensés dans les listes de souscription, on compte les écarts suivants (sur les totaux des 35 numéros) :

- plus de 200.000 AF : 3 C.D.H.R. ;
- plus de 100.000 AF : 12 C.D.H.R.
- de 50.000 à 100.000 AF : 10 C.D.H.R.
- de 25.000 à 50.000 AF : 15 C.D.H.R.

— moins de 25.000 AF : 65 C.D.H.R. parmi lesquels : 37 moins de 10.000 et même : 7 moins de 1.000 AF.

Malgré tout, grâce à l'effort soutenu de plusieurs comités, la souscription comptait une avance de plus de 500.000 AF fin décembre (sur 35 numéros et un objectif de 200.000 F par semaine). L'avance après le n° 44 est de près de 800.000 AF, soit UN MOIS.

Pour terminer, à titre indicatif, la tête du classement :

1. Orsay-Personnel	370.000
2. Noisy-le-Sec	334.410
3. Paris-20 <sup>e</sup>	250.000
4. Rennes 1	222.900
4. Rennes 2	222.900
5. Pernety	177.700
6. St-Maur	153.350
7. Lyon 1	146.400
7. Lyon 2	146.400
7. Lyon 3	146.400

C.D.H.R. Noisy-le-Sec.  
Salut Rouge !  
Janvier 1970.



# FRONT OUVRIER

## MARSEILLE : PATRONS ASSASSINS!

Les responsables ? Les patrons !

— Qui ne respectent pas les normes de sécurité !

— Qui continuent à utiliser le procédé de l'extraction de l'huile par des « extracteurs à essence » qui sont à l'origine de nombreuses catastrophes (dont en 1951, l'usine Rabatau, au boulevard Bannon qui fit 14 morts). Ce procédé leur permet en effet d'extraire un maximum d'huile de la graine, donc de réaliser des profits maximums.

Pour cela, ils se moquent de la vie des travailleurs, ils se moquent de leur santé.

C'est du sang des travailleurs que se nourrissent leurs profits.

Les responsables ?

Le gouvernement capitaliste des monopoles, les services de sécurité qui ferment les yeux lorsque les conditions de sécurité ne sont pas respectées ! C'est normal, puisque le gouvernement est celui des capitalistes, la loi est faite pour et par les patrons, et ils l'appliquent quand ils le veulent : c'est-à-dire contre les travailleurs, jamais contre les patrons !

## R. A. T. P. : SYNDICATS RÉACTIONNAIRES

Parmi tous les syndicats c'est à qui se lamentera le plus sur son rôle de gestionnaires et de CHIENS DE GARDE que les obligent à jouer le gouvernement les.

Tout à coup, ces Messieurs se rendent compte que le ministre des transports, la direction, ne sont pas « compréhensifs » (sic !) ; que la modernisation se fait sur le dos des travailleurs.

R.E.R.

Les conducteurs réclamaient 2 agents par train et 200 F intégrés. La 1<sup>re</sup> revendication, la plus importante, c'est le refus de mauvaises conditions de travail. La 2<sup>e</sup> revendication (200 F), c'est l'acceptation de mauvaises conditions de travail et la suppression de postes pour 200 F intégrés.

Voilà la signification de ces 2 revendications qui, côte à côte SE CONTREDISENT !

Il fallait dans un premier temps imposer à la direction 2 agents par train et dans un 2<sup>e</sup> temps imposer les revendications salariales.

En présentant les revendications comme ils l'ont fait, les syndicats ont fait le jeu de la direction ; tout en prétendant par ailleurs lutter contre la suppression de postes. La direction ne s'y est pas trompée ! Elle a offert généreusement 160 F et refuse catégoriquement 2 agents par train ; 160 F contre la suppression d'un poste, elle y gagne largement ! Il faut dire qu'ils avaient déjà monté

Travailleurs, camarades !

Ne nous laissons plus faire, la vie d'un travailleur vaut cent fois celle d'un patron. Sans les travailleurs, les usines s'arrêteraient de fonctionner, alors que les patrons sont inutiles et vivent du sang des travailleurs.

Réagissons ! Imposons partout que des mesures de sécurité efficaces soient appliquées.

Aujourd'hui, c'était les « 3 Mathildes », demain, quelle autre usine ?

Luttons contre les cadences infernales, source de nombreux accidents !

Passons à l'action tout de suite ! Et si les syndicats ne veulent pas l'organiser, organisons-nous nous mêmes, directement à la base et dans l'action !

Constituons partout des comités de base !

Luttons classe contre classe !

Classe ouvrière contre monopoles capitalistes !

Tous unis, nous vaincrons !

Les comités H.R. de Marseille.

cette même comédie avec la ligne 11 déjà à un seul agent. Le scénario est bien rôdé : en 1970, la 1 et la 4 vont subir le même sort.

Tout cela nous amène à de plus mauvaises conditions de travail, à une diminution importante des effectifs. Cette politique est appliquée consciencieusement sur le plan national par l'état-patron et les gestionnaires du capitalisme que sont devenus les syndicats.

Ce que nous devons dire à ces Messieurs, c'est que la bourgeoisie a ses lois et le prolétariat, les siennes. **ET CE NE SONT PAS LES MÈRES. ELLES S'OPPOSENT !**

Il n'y aura pas de transition vers le socialisme. Pas de socialisme à la suédoise (C.F.D.T.), pas de « démocratie avancée » (C.G.T.), pas de voie pacifique vers le socialisme.

La bourgeoisie EN ARMES ne l'acceptera jamais !

La bourgeoisie nous impose sa violence, ses lois, sa « modernisation ». Pendant ce temps les syndicats négocient, collaborent !

Si nous voulons que ça change, un seul moyen : mener la lutte de classes jusqu'au bout ; imposer la violence révolutionnaire à la violence contre-révolutionnaire de la bourgeoisie. La lutte se mène dans les entreprises, dans la rue, pas autour d'un tapis vert !

Un groupe de travailleurs de la R.A.T.P.

## LUTTE SUR LE FRONT DE LA SANTÉ

Travailleur il faut que tu saches que ta santé dépend de ta classe.

En France on sait officiellement (bulletin de l'I.N.S.E.R.M., Tome 24, 1969, n° 3, page 667 à 732) que les catégories socio-professionnelles les plus touchées par la fréquence des maladies sont celles des ouvriers (agricoles ou d'usines); les moins touchées : les professions libérales et industrielles. Les maladies sont d'autant plus graves que les revenus sont plus bas.

Ouvrier, tu pars dans la vie perdant. Tu as besoin de ta santé plus que quiconque.

Voilà comment on s'y intéresse :

a) On ne t'embauche que bien portant, il faut pour le patron une marchandise travail en bon état même s'il l'achète au rabais. Le médecin du travail avant l'abattoir est chargé du tri ;

b) On s'y intéresse depuis 50 ans dans une organisation : l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.) créé en 1919 par le traité de Versailles, née pendant la guerre de 1914-1918, de cette idée (tu apprécieras) « la participation (déjà !) des travailleurs à l'effort de guerre dans les usines ne se concevant pas sans une amélioration des conditions de travail » (Micheline Birien, inspecteur des affaires sociales, revue française des affaires sociales, n° spécial, n° 2, avril-juin 1969), on t'accordait une carotte, en 1969, l'O.I.T. groupait 120 états mem-

égales, affirment à nouveau que le travail n'est pas une marchandise... mais c'est à l'O.I.T. que tu dois le système des équipes tournantes. (Page 23, n° spécial, Revue Française des Affaires Sociales).

« Il s'agissait de satisfaire la revendication des organisations syndicales d'avant guerre sur la limitation de la durée du travail. Dès la 1<sup>re</sup> conférence une convention sur la durée du travail fut adoptée avec l'appui des délégués employeurs. Cette convention était assez souple et elle prévoyait en particulier le système des équipes tournantes. Il était limité aux travailleurs de l'industrie et des transports... ».

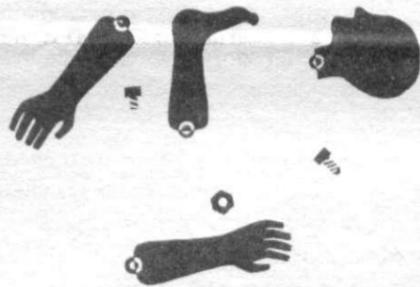
c) Ta santé que tu uses à fabriquer du capital pour les autres, quand tu la perds on t'indemnise avec les cotisations de la sécurité sociale qui ne sont encore que le produit de ton travail : il n'y a pas de cadeau.

d) Mais pour éviter la maladie (qui est évitable dans un grand nombre de cas) que fait-on ? supprime-t-on les produits toxiques que tu manipules à l'usine ? NON. On préfère t'indemniser en maladie professionnelle et te dire d'aller ailleurs. Tu ne peux plus servir.

On t'explique quels sont les produits dangereux dans l'usine. NON ! C'est le secret.

On ne fait que le minimum pour éviter la détérioration trop rapide, et ta colère en cas de gros scandale. On fait des lois qu'on sait ne pas pouvoir être appliquées, les gouverne-

## La MEDECINE du CAPITAL NE SOIGNE PAS



## ELLE RÉPARE LES TRAVAILLEURS

bres sauf la Chine. La Chine n'en fait pas partie parce que l'O.I.T. c'est du bidon : elle n'est pas faite pour toi. Juge : le conseil d'administration organique exécutif de l'O.I.T. est ainsi composé :

24 membres gouvernementaux (dont 10 permanents parce que ayant l'importance industrielle la plus grande).

12 membres employeurs.

12 membres travailleurs.

Tu as fait le compte 24 + 12 = 36 contre 12. Tu es perdant travailleur. Tu es obligatoirement en minorité, c'est la loi électorale comprise par les patrons, et pour les patrons !

Comment sont désignés les délégués des travailleurs ?

Depuis 1965 le gouvernement français a décidé de désigner le délégué des travailleurs par voie d'alternance entre : C.F.D.T., C.G.T.-F.O., C.G.T.

Entre 1948 et 1965 par alternance un délégué C.G.T.-F.O. et un C.F.D.T. entre 1948 et 1965 la C.G.T. refusait de collaborer, depuis elle collabore, tout se tient.

Qui prend en charge les frais de chaque délégation ? ce sont les gouvernements : ainsi après avoir désigné les délégués, les gouvernements paient leurs frais. C'est clair.

A quoi sert l'O.I.T., à donner bonne conscience aux 120 états membres et à te tromper sur le sens exact de son action.

Un exemple : (page 21, n° spécial, Revue Française des Affaires Sociales), « l'O.I.T. proclame le droit pour tous les êtres humains de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel avec des chances

ments qui ont pour souci l'homme et non le profit organisent la santé de leur pays sur le plan de la Prévention : prévenir plutôt que guerrier dit le peuple et il sait ce qu'il dit. C'est une idée juste. (C'est une des idées directrices en Chine, en Albanie ou au Vietnam pour la santé).

La Prévention est un objectif révolutionnaire (dans un autre article cette affirmation fera l'objet d'un développement), c'est l'objectif que doivent se fixer tous les travailleurs la prévention ne peut être réalisée que dans des structures communistes, mais la lutte pour la Prévention doit commencer aujourd'hui, partout sur les lieux du travail, par tous les moyens sans négliger les moyens légaux.

1) En s'appuyant sur le strict respect du décret du 1<sup>er</sup> ministre, n° 69-623 du 13 juin 1969, Journal Officiel du 18 juin 1969, art. 7, 10, 20).

2) En s'appuyant sur l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 11 octobre 1946 qui dit :

« Le service de médecine du travail sont assurés par un ou plusieurs médecins qui prennent le nom de médecins du travail et dont le rôle exclusivement préventif consiste à éviter toute altération de la santé des travailleurs du fait de leur travail — notamment en surveillant les conditions d'hygiène du travail — les risques de contagion et l'état de santé des travailleurs ».

On répare mal, et souvent on ne peut réparer une santé altérée. Le travailleur doit exiger que sa santé soit préservée. L'unité de tous les travailleurs peut être faite sur ce point.

## S.N.C.F. - CLERMONT-FERRAND :

### Contre les sanctions pour "faits de grève"

Est-il juste de remettre les 7 PI aux représentants de la C.G.T., elle qui, par la voix de Séguy, a désavoué la grève ? La C.G.T. n'a pas mobilisé tous ses syndicats, pour participer à la grève. Il n'y a eu que 10 000 cheminots en grève, sur les 310 000. L'unité intersyndicale n'étant pas réalisée, ils fallait généraliser la grève des cheminots sur toute la France, dès le premier jour. C'était le rôle de la C.G.T.

Ci-dessous, texte de réponse au 7 PI, remise directement au patron le 3 mars 1970, par Delrue :

« Un proverbe chinois qualifie l'action de certains sots en disant qu' « ils soulèvent une pierre pour se la laisser retomber sur les pieds ». Les réactionnaires de tous les pays sont justement de ces sots. Les répressions de toutes sortes qu'ils exercent contre le peuple révolutionnaire ne peuvent finalement que le pousser à étendre et intensifier la révolution. Les diverses répressions auxquelles se sont livrés le Tsar et Tchiang-Kaï-Chek n'ont-elles pas justement joué ce rôle de stimulant dans les grandes révolutions russes et chinoises ? ».

Mao-Tsé-Toung (1957)

1) Le droit de grève est inaliénable.

2) Le préavis de grève a été brisé en Mai 1968. A cette époque, non seulement il n'y a pas eu de sanction, mais la S.N.C.F. a été contrainte de payer les journées de grève intégralement. C'est un précédent qui a annulé le préavis de

grève et qui fait jurisprudence.

3) Seule la trahison de la C.G.T., par les déclarations de Séguy désavouant la grève, autorise la S.N.C.F. à se risquer de prendre éventuellement des sanctions. Il n'en sera pas toujours ainsi.

4) Pour d'autres explications, vous adresser aux représentants locaux de M. Massabiaux. J'ai pris mes responsabilités. Qu'ils prennent les leurs.

5) Vous serez bien avisé de me payer intégralement mes jours de grève en vous reprenant sur le crédit correspondant à plus de 1 milliard d'anciens francs, si généreusement alloués par la S.N.C.F. aux organisations syndicales.

Camarades cheminots, unissons-nous à la base !

contre la répression patronale ! contre la collaboration de classe des syndicats signataires : C.F.D.T., F.O., C.F.T.C., C.G.C. ! Contre la trahison et la capitulation de la CGT !

Formons des comités de base à l'appel de la conférence nationale des cheminots pour le front uni qui s'est tenu à Paris le 7 fév. 1970, à l'appel de plusieurs comités de base cheminots existant.

Prenons contact avec le Comité National Cheminot d'initiative pour l'unité à la base et dans l'action.

Ecrire à : Front Uni, 17 rue du Sentier, Paris-2<sup>e</sup>, qui transmettra, ou à : Delrue Aimé EMP2, dépôt - Clermont-Ferrand.

Comité Ouvriers Paysans Intellectuels (COPI)

## Qu'attendent les travailleurs immigrés de notre journal ?

Comme le disent les immigrés, nous sommes exploités comme des esclaves par les capitalistes français. Et la cause de tout cela, c'est que la bourgeoisie de notre pays — Boumédienne, Bourguiba, Hassan II — s'est mise d'accord avec les capitalistes français pour nous écraser.

En France, ils sont un tiers de la classe ouvrière, et dans leur pays, ils sont une partie de la force dirigeante de la révolution. Et dès maintenant, en France, ils commencent le combat pour changer de vie, gagner la vraie indépendance et la liberté au pays.

Donc les marxistes-léninistes français doivent :

— Unir les luttes des travailleurs immigrés à toutes les luttes populaires en France (organisation avec les ouvriers français dans les usines, solidarité populaire autour de la lutte des immigrés).

— Les aider au maximum pour qu'ils préparent la révolution chez eux, comme ils nous le demandent tout le temps.

Donc, dans le journal, il faut :

— Donner la parole aux travailleurs immigrés, à tous ceux qui dénoncent leur vie en France, les 2 bourgeoisies (française et celle de leur pays) qui se sont mis d'accord pour les écraser, et tout ce qu'ils veulent dire à leurs frères sur leur pays (aussi longtemps qu'ils n'ont

pas leurs propres moyens de propagande).

— Diffuser tous les appels, articles qu'ils veulent faire entendre à leurs frères, pour créer leurs organisations révolutionnaires de combat à eux (comme faisait Ho-Chi-Minh, en France et en Chine).

— Expliquer comme il faut l'expérience de la Chine, Albanie, Viet-Nam, Laos ; Car ce sont les problèmes qu'ils se posent actuellement : le Parti, l'armée populaire, la lutte des paysans et le rôle des ouvriers dans cette lutte, comment on résiste à la répression, la clandestinité, le socialisme, les femmes, etc...

Pour cela, le meilleur est de rechercher (et de traduire) :

— Les articles de Ho-Chi-Minh et les récits sur sa vie ( par exemple : Courrier du Viet-Nam 255 (9 février 1970).

« De la Révolution » : article à publier et traduire en arabe absolument.

— Les récits simples des ouvriers, paysans et soldats chinois...

Il faut dès maintenant, consacrer au moins une page aux immigrés, remplies de cette façon. C'est la seule façon de faire notre devoir internationaliste. Il faut pouvoir diffuser H.R. en masse aux camarades immigrés :

Des marxistes-léninistes français et immigrés.

## CODER-MARSEILLE :

### LES OUVRIERS RIPOSTENT

Coder vient de fusionner avec l'A.N.F. (Crespin), FRANGECO (Maubeuge) pour la réparation et la construction du matériel roulant ferroviaire (citernes, remorques, semi-remorques). La société Titan-Coder, résultat de la fusion, sera l'une des plus importantes d'Europe dans cette branche. Mais, comme toujours, dans le cas de fusion entre entreprises capitalistes, la concentration a entraîné l'aggravation de l'exploitation des travailleurs.

Cependant, ces derniers ripostent. Ainsi, les équipes d'entretien, après une semaine de grève, ont obtenu une prime fixe horaire moyenne de 0,70 F.

Dans le même temps, les électriciens du chantier des wagons-réservoirs et voitures « voyageurs » entraient dans la lutte pour s'opposer à la diminution de leur prime de « boni » et à l'introduction d'une nouvelle taxification des travaux (système de « fiches ») qui aboutirait, si elle était adoptée, à une division des travailleurs et à une exploitation aggravée pour chacun d'entre eux.

Les électriciens refusent donc, depuis deux semaines, toute heure supplémentaire (grève de boni) désor-

ganisant ainsi le travail de cet atelier.

A l'heure où ces lignes sont écrites, la grève des heures supplémentaires se poursuit, et la direction ne cache pas sa préoccupation devant ce mouvement. Des problèmes analogues se posant dans d'autres ateliers, elle craint que cette forme d'action ne fasse tâche d'huile.

Pour le moment, les syndicats n'ont guère bougé, mais l'attitude qu'ils ont adoptée à l'égard de la grève des équipes d'entretien est significative.

Dans un tract commun daté du 10 mars 1970, C.G.T. et F.O., les organisations syndicales prétendant parler au nom des grévistes, demandent aux autres chantiers de « Coder » de ne pas se mettre en grève de solidarité, grève qui risquerait de briser leur mouvement, mais plutôt de continuer le travail. Le fait que les travailleurs de l'entretien aient obtenu, dans une large mesure, satisfaction, malgré l'isolement de leur mouvement, montre cependant que le moment est favorable pour un mouvement coordonné à l'échelle de toute la boîte.

Cette idée fait son chemin rapidement, chez les travailleurs de Coder.

Correspondant H.R.

## SÈTE : LA JUSTE COLÈRE DES DOCKERS

Les dockers sétois sont 350 environ. Ils étaient 534 en 1954. Cette chute d'effectif n'a aucun rapport avec l'évolution de la productivité du port, puisque celui-ci, non seulement n'a pas diminué, mais augmenté notablement, grâce à la mécanisation.

En l'espace de quinze années, ce sont donc des centaines de dockers qui se sont trouvés « sur le pavé » avec tous les problèmes que cela pose pour les familles. Et actuellement, à l'embauche, nombreux sont ceux qui s'en retournent sans savoir comment ils vont gagner leur journée.

Le patronat exploite cyniquement cette concurrence de main d'œuvre. Il se base là-dessus pour refuser toute augmentation de salaire, pour exiger les horaires de travail qui lui plaisent, pour dresser telle catégorie contre telle autre, pour utiliser quelques lèche-cul.

L'Etat (au service exclusif des monopoles) se sert à Sète de l'Administration des Ponts et Chaussées et des qualités de négrier d'un personnage vomé par tous les dockers, pour aider les « patrons » et fige leur marché aux esclaves.

C'est ainsi qu'est refusé le système du tour de rôle (pour autant pratiqué dans de nombreux ports étrangers), système recommandé par la majorité des dockers sétois, lors d'un vote très significatif.

C'est ainsi également que sont exigées des vacances spéciales et des journées de plus de huit heures pour arranger certains patrons au détriment, bien sûr, des dockers qui n'ont pas trouvé à s'embaucher.

Enfin, c'est la menace de retrait de la carte professionnelle, si un docker, pour des raisons les plus diverses, n'a pas fait pointer sa « fenêtre » trois fois consécutivement.

Les travailleurs du port en ont maintenant marre et plus que marre de l'exploitation qu'ils subissent.

Jusqu'à présent, leur colère s'est manifestée sous la forme d'arrêts de travail de 24 heures, en liaison avec des actions décidées sur le plan national.

Mais ces formes d'action commencent à être sérieusement discutées et leur efficacité contestée. Certains parlent de ne plus faire des « grèves inutiles », entendant par là qu'il faut durcir les positions. Et il est certain que les patrons ne céderont jamais rien de bon gré. Tout devra leur être arraché, imposé par la lutte.

De nombreux dockers pensent qu'il faut envisager des actions de longue durée, concertées sur le plan national, liées aux autres actions ouvrières en cours. Bref, qu'il faut agir tous ensemble et en même temps !

Les révisionnistes et autres réformistes (qui occupent certaines places dans le syndicalisme local) s'efforcent au contraire d'orienter les actions dans le sens des « pourparlers » avec les patrons, dans le sens des « contrats », dans le sens de la capitulation et de la démobilisation.

Au sein même des travailleurs du port et face à l'ennemi principal, se constatent deux lignes : l'une révolutionnaire, l'autre réformiste.

Or l'expérience prouve que le réformisme va toujours à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière.

Déjà les dockers d'avant-garde réagissent contre ce dangereux courant, se dressent contre la sclérose et l'embourgeoisement de l'appareil syndical, comprenant que lutte revendicative et lutte anti-révisionniste sont inséparables.

# LA DEFENSE

Défendre sa cause et non sa personne.  
Assurer soi-même sa défense politique.  
Se montrer physiquement et politiquement courageux.

## LENINE Conseils pour les emprisonnés

LETRE A E. D. STASSOVA  
ET AUX CAMARADES EMPRISONNES  
DE MOSCOU

Le 19.1.1905

Chers amis,  
J'ai pris connaissance de votre demande touchant la tactique à suivre devant le tribunal (par une lettre d'Absolut et un billet que m'a « littéralement transmis » un inconnu). Absolut expose deux points de vue. Il est question dans le billet de trois groupes ; peut-être a-t-on en vue les trois tendances suivantes que je m'efforce de rétablir : 1. Ne pas reconnaître la compétence du tribunal et boycotter ce dernier. 2. Ne pas reconnaître la compétence du tribunal et ne pas participer à l'instruction. Ne prendre d'avocat qu'à la condition qu'il parle exclusivement de l'incompétence du tribunal au point de vue du droit pur. Faire dans un discours final sa profession de foi \* et exiger un jugement par le jury. 3. De même, dans le dernier mot. User du tribunal comme d'une possibilité d'agitation et participer à cette fin à l'instruction avec le concours d'un avocat. Montrer l'illégalité du tribunal et faire même appeler des témoins (établir des alibis, etc.).

Autre question : faut-il se réclamer uniquement des idées social-démocrates ou se déclarer membre du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ?

Vous écrivez qu'il faudrait une brochure sur ce sujet. Je ne pense pas qu'il soit commode de publier tout de suite une brochure, alors que nous manquons d'expérience. Peut-être traiterons-nous à l'occasion, de quelque façon, ce sujet dans le journal. Peut-être quelqu'un des emprisonnés nous donnera-t-il un petit article (5 à 8 000 lettres) ? Ce serait, sans doute, la meilleure façon de commencer la discussion.

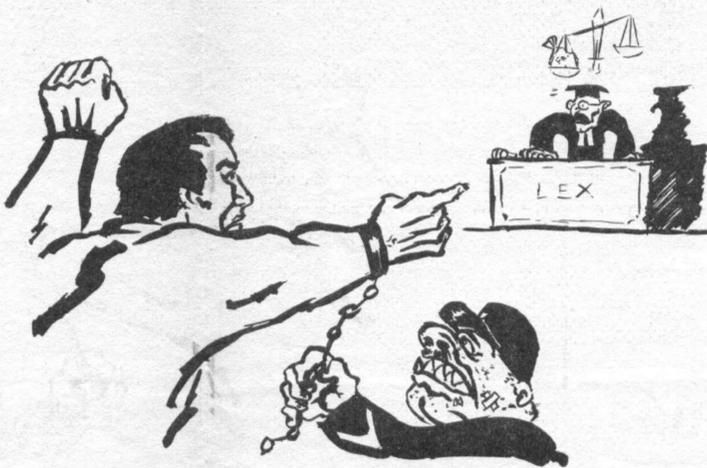
Quant à moi, je n'ai pas encore d'opinion bien arrêtée et je préférerais, avant de m'exprimer nettement, causer un peu plus longuement avec les camarades emprisonnés ou avec des camarades qui auraient déjà été jugés. J'exposerais, pour engager cette conversation, mes réflexions. Bien des choses dépendent à mon avis de la nature du tribunal. En d'autres termes, pourra-t-on s'en servir pour l'agitation ou n'aura-t-on pas tout cette possibilité ? Dans le premier cas, la tactique n° 1 n'est pas applicable ; dans le second, elle est opportune, mais rien qu'après une protestation et une déclaration ouvertes, déterminées, énergiques. S'il y a moyen de se servir du tribunal pour l'agitation, la tactique n° 3 est désirable. Les professions de foi sont en général très désirables, très utiles, à mon avis, et auraient dans la plupart des cas des chances de jouer un rôle dans l'agitation. Les social-démocrates devraient, surtout au début de l'utilisation des tribunaux par le gouvernement, prendre la parole et exposer leur programme et leur tactique. Il n'est pas commode, dit-on, de se reconnaître membre du parti et surtout de l'organisation, mieux vaut se borner à proclamer des convictions social-démocrates. Il me semble qu'il faut s'abstenir de parler de ses relations avec l'organisation, déclarer que l'on s'abstient, pour des raisons bien compréhensibles, de traiter de ces rapports, mais souligner que l'on est social-démocrate et que l'on parlera de notre parti. Cette façon de faire aurait deux avantages : d'abord il serait nettement et franchement précisé que l'on ne peut pas traiter des questions d'organisation (appartenait-on à l'organisation, à laquelle, etc.) et en même temps on parle de notre parti. C'est nécessaire pour que les discours des social-démocrates devant les tribunaux deviennent discours et déclarations du parti, pour que le parti bénéficie de l'agitation. En d'autres termes : je m'abstiens d'examiner mes rapports avec l'organisation, je les passe sous silence, je me garde de parler formellement au nom d'une organisation, mais, en ma qualité de social-démocrate, je vous parle de notre

parti et je vous prie de considérer mes déclarations comme un essai d'exposer précisément les opinions social-démocrates, défendues dans toutes nos publications, à savoir dans tels de nos brochures, tracts, journaux.

La question de l'avocat. Les avocats doivent être inflexiblement tenus en mains, placés sous les rigueurs de l'état de siège, car cette canaille d'intellectuels joue souvent de mauvais tours. Leur déclarer à l'avance : Si tu te permets, vieux salaud, la moindre inconvenance ou de verser dans l'opportunisme politique (parler du caractère primitif, de l'erreur du socialisme, d'engouements, de la répudiation de la violence par les social-démocrates, du caractère pacifique de leur doctrine et du mouvement, etc., ou quelque chose de ce genre), je t'interromprai tout de suite en public, moi l'accusé, je te traiterai de misérable, je déclarerai repousser ta défense, etc. Mettre ces menaces à exécution. Ne prendre que des avocats intelligents, il n'en faut pas d'autres. Leur déclarer à l'avance : Bornez-vous exclusivement à critiquer et à mettre dedans les témoins et le procureur à propos de la vérification des faits et de la structure truquée de l'accusation, bornez-vous exclusivement à discréditer le tribunal dans ce qu'il a d'inique. Un avocat même libéral et intelligent est archi-enclin à parler du caractère pacifique du mouvement social-démocrate dont le rôle culturel a été reconnu par des hommes tels que Ad. Wagnerov, etc., ou à y faire allusion. Toute tentative de ce genre doit être étouffée dans l'œuf. Les juristes sont les gens les plus réactionnaires, disait, je crois, Bebel. Connais ta place, mon ami. Ne sois qu'un juriste, tourne en ridicule les témoins de l'accusation et le procureur, oppose tout au plus ce tribunal-ci au jury des pays libres, mais ne touche pas aux convictions de l'accusé et prends bien garde de ne pas dire ce que tu en penses ou ce que tu penses de ses actions. Car, petit libéral que tu es, tu comprends si peu ces convictions que tu ne pourrais sans partialités en faire l'éloge. On peut, bien entendu, exposer tout cela à l'avocat sans mullerie, doucement, soûplement, prudemment, avec circonspection. Mais le mieux est tout de même de craindre les avocats et de ne les point croire surtout s'ils se présentent comme social-démocrates et membres du parti (en vertu de notre article 1 des statuts !).

La question de la participation à l'instruction est, me semble-t-il, tranchée par celle de l'avocat. Prendre un avocat, c'est participer à l'instruction. Pourquoi n'y point participer pour attraper les témoins et faire de l'agitation contre ce tribunal ? Certes, on doit être très circonspect afin de ne pas avoir l'air de se justifier d'une façon inopportune. Cela va de soi ! Le mieux est de déclarer tout de suite, avant l'instruction même, en réponse aux premières questions du président : Je suis social-démocrate et je vous dirai dans mon discours ce que cela signifie. La décision concrète sur la participation à l'instruction dépend entièrement des circonstances : admettons que vous soyez totalement confondu par l'accusation, que les témoins disent la vérité, que tout est prouvé par des documents incontestables. Dans ce cas, peut-être n'est-ce pas la peine de participer aux débats et faut-il consacrer toute l'attention à l'exposé des principes. Si, par contre, les faits sont contestables, les témoignages de la police confus et menteurs, on aurait sans doute tort de se priver de l'occasion de faire quelque agitation pour dénoncer cette comédie judiciaire. Cela dépend aussi des accusés : s'ils sont très fatigués, malades, las, s'il n'y a pas parmi eux d'hommes tenaces, accoutumés aux joutes verbales et aux débats judiciaires, il peut être rationnel de renoncer à la participation aux débats, de le déclarer et de consacrer toute l'attention à l'exposé des principes qu'il sied de préparer à l'avance. En tout cas, l'exposé des principes, du programme et de la tactique de la social-démocratie, sur le mouvement ouvrier, les buts socialistes et l'insurrection — voilà ce qui importe le plus.

Je répète, pour conclure, une fois de plus : les réflexions anticipées que voici ne doivent nullement être considérées comme un essai de solution du problème. Il faut attendre que l'expérience nous ait quelque peu éclairés. Et pour le moment, les camarades auront le plus souvent à s'inspirer des circonstances concrètes et de l'instinct du révolutionnaire.



## AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE VERSAILLES, LA DÉFENSE ACCUSE !

A l'audience de la chambre correctionnelle du tribunal de grande instance personne n'y comprenait plus rien. Nos meilleures traditions étaient bafouées. Un juge qui refuse de répondre aux questions, un gardien de la paix qui retrouve la mémoire, un commissaire de police qui ne trouve rien de mieux pour se défendre que de rejeter la faute sur ses supérieurs, un procureur qui n'arrive à fournir aucune justification de leur présence dans les lieux des accusés qui sont (de l'avis des experts) impitoyables. Bref le monde à l'envers !

DES COUCHE-TARD

Voyons les faits, comme dirait le président CHARLOT. Dans la nuit du 11 au 12 janvier, des inconnus s'introduisent à l'intérieur des gares de Versailles-Chantiers et Versailles Rive-Gauche. Au matin des milliers de travailleurs de Versailles lisent l'appel à la lutte : « Avec le Parti Communiste marxiste-léniniste de France, tous unis contre la vie chère ! » La S.N.C.F. n'est pas contente (elle est déjà suffisamment occupée à préparer les nouveaux tickets en hausse de 20 % pour avoir en plus à effacer des inscriptions — ce qui ne favorise pas les compressions de personnel). M. Mignot, maire de Versailles qui s'était déjà fait décorer, sans autorisation préalable le Grand Trianon avec un « Nixon, go home » n'est pas content non plus. Au ministère de l'Intérieur on est furieux.

AUX LEVE-TOT

A 6 h du matin, le lendemain, les camarades du C.D.H.R. se présentent devant les mêmes gares pour peindre publiquement les mots d'ordre : « Les monopoles encaissent, le peuple paie ».

« Halte à la hausse », signé l'Humanité.

La police intervient, trois camarades sont arrêtés.

« Malheureusement on n'a pas pu avoir les autres » déclare le brigadier Gruse, d'un ton piteux.

Dans le fourgon qui les emmène au Commissariat central un flic murmure entre ses dents. On entend seulement : « Four crématoire ».

UN SOT QUI SOULEVE

UNE PIERRE...

A la Sûreté Urbaine, l'officier de police principal AUMAÏTRE mène la danse. Très à l'aise, tantôt arrogant, tantôt patelin, il questionne : Qu'est-ce que vous faisiez-là ? Donc, vous étiez en train de peindre ? Des inscriptions signées P.C... L... (comment déjà ?) F...M ? Dans la gare ? A la gare. Est-ce que vous avez passé vos vacances à Cuba, en Chine ? Quelles sont les opinions politiques de vos parents ? Vous êtes pour la violence ? Excusez-moi, c'est pas pour moi, c'est pour le ministère de l'Intérieur. Ru-

Les camarades tentent de s'expliquer : « Je passais par là, j'attendais quelqu'un ». Devant les questions poli-

tiques, ils se ressaisissent et refusent de répondre. Trop tard.

Aux questions de la police, qu'elles soient, on ne doit pas chercher à faire des réponses convaincantes, même sur des faits irréfutables, on ne doit pas chercher non plus à nier. Il n'y a qu'une seule réponse valable qui permette ensuite de choisir sa défense : « Je n'ai rien à déclarer ! ». « De toute façon, dira M. Aumaître à la fin de l'interrogatoire, vous pouvez raconter ce que vous voulez, vous êtes officiellement suspecté d'appartenir au P.C.M.L.F.

... POUR SE LA LAISSER

TOMBER SUR LES PIEDS

Au tribunal, M<sup>re</sup> Leclerc :

— Monsieur Aumaître, est-ce que c'est l'habitude d'interroger les gens qui commettent une *contravention* — peindre sur les trottoirs c'est une contravention — sur leurs opinions et appartenance politique ?

Le témoin d'une voix affaiblie : — vous mettez en cause mon devoir de poser des questions.

— Est-ce que vous avez posés des questions d'après un formulaire du Ministère de l'Intérieur ?

— J'ai exécuté les ordres.

— Du Ministère de l'Intérieur ?

Le président refuse de poser la question au témoin.

M. Aumaître regagne sa place, rouge comme une pivoine.

UN COUP DE FILET...

Le 18 février, à l'aube, la Brigade Criminelle effectue des perquisitions au domicile de deux camarades en même temps que des dizaines d'autres en France. Marcellin veut prouver la reconstitution du P.C.M.L.F. Les inscriptions à l'intérieur des gares de Versailles constituent l'un des motifs retenus par la cour de Sûreté de l'Etat. Les deux camarades, arrêtés, sont bientôt relâchés, faute de preuves.

Le 20 février, arrive la première convocation au Tribunal correctionnel pour dégradation de monuments publics et peinture sur les trottoirs sans autorisation. La bourgeoisie change son fusil d'épaule. Pour allonger son dossier devant la Cour de Sûreté de l'Etat, elle cherche à obtenir une condamnation devant un tribunal de droit commun. Une simple affaire de détérioration de matériel, une pécadille qui devrait passer inaperçue contre un chèque sans provision et un vol de boutons de culotte avec récidive.

... OU MARCELLIN S'EMMELE

Que faire ? nier ? tenter de faire admettre au tribunal les explications données à la police ? Devant l'offensive générale de la répression, les camarades décident de contre-attaquer. Puisque la bourgeoisie veut un procès, on le lui fera. Ce n'est pas à nous de nous justifier, c'est à la bourgeois-

sie de rendre compte de la violation constante de ses propres lois. La défense accuse !

DE NOTRE UNITE, SOUDEE  
DANS L'ACTION...

Pour assuré le succès d'une telle tactique, il faut bien un rapport de force favorable. Le C.D.H.R. lance un appel à toutes les organisations progressistes de Versailles. Face à la répression il faut s'unir. Le P.C.F. refuse net. Le secrétaire de l'Union Locale C.G.T. pense qu'il faut s'adresser à l'Union Départementale. Le secrétaire de l'U.D.-C.F.D.T. n'est pas d'accord avec la C.G.T., il pense que c'est plutôt l'U.L. qu'il faut voir.

L'A.J.S. refuse de participer en l'absence des « forces représentatives de la classe ouvrière ». Le P.S.U., le M.D.P.L. (Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté), la Ligue Communiste (trotskyste) malgré ses réticences, le Comité d'Action du Lycée Hoche, examinent les propositions de tract et d'affiche présentées par le C.D.H.R. Les textes sont amendés. On répartit les tâches. Les marchés, les gares, les lycées, les cités sont partagées entre les groupes : en trois jours 12.000 tracts seront distribués, 300 affiches seront collées. Les bases du Front Uni contre la répression sont jetées dans la région.

... AUX UNITES CASQUEES

Le ministère rend hommage à ces efforts. 15 cars de police, 400 flics en uniforme, la salle d'audience peuplée de flics en civil, de l'aveu même de l'Aurore et de Paris-Presse. Le 11 mars à 14 heures, le Palais de Justice se prépare à soutenir le siège... de la défense.

LA VICTOIRE EN CHANTANT

Inébranlables, les accusés intendent leur procès, morceau par morceau, ils dévoilent le complot politique. Ce qu'ils ne parviennent pas à dire c'est Maître Leclerc qui est chargé de le reprendre dans sa plaidoirie. Contre le procureur qui réclame la prison il demande l'acquittement pur et simple.

Après une longue délibération les juges prononcent une peine de 200 F d'amende pour deux camarades. Une condamnation de principe pour sauver la face. Comme le dira plus tard un camarade du M.D.P.L., la justice bourgeoise a reculé parce qu'elle s'est trouvée face au Front Uni.

Dans le silence du verdict rendu, la foule s'écoule lentement. Soudain une voix s'élève, puis deux, puis trois : C'est la lutte finale... Le président trépigne. « Evacuer la salle, l'audience est suspendue ! » Les flics libèrent leur hargne. Ils poussent à qui mieux mieux. Pourtant devant l'étroite sortie personne ne se bouscule. Simplement, à chaque nouvelle poussée, on chante l'Internationale plus fort.

C.D.H.R. - Versailles.

# ACCUSE !

Ne pas renseigner l'ennemi sur ce qu'il doit ignorer.  
Attaquer le régime accusateur.  
S'adresser, par-dessus la tête du juge, aux masses.

## ATAQUER LA JUSTICE BOURGEOISE !

Adopter une attitude collective dans les locaux de flics est un des premiers moyens de défense.

En cas d'arrestation en n'importe quel lieu que ce soit ne présenter sa carte d'identité qu'à des individus justifiant eux-mêmes de leur appartenance aux flics de la bourgeoisie. Dans les ventes, collages, manifs n'avoir rien sur soi qu'une carte d'identité ou un papier justifiant de son identité.

Toujours se rappeler en cas d'arrestation dans un endroit public, de faire prendre conscience aux masses de son arrestation, si l'on est embarqué à plusieurs dans un panier à salade, commencer par se compter, noter si possible le nom de chacun des embarqués, surtout s'il y a des camarades étrangers, ou des mineurs (pour les camarades étrangers, une décision d'expulsion peut être prise dans les 24 h qui suivent l'arrestation) mais une mobilisation de masse qui peut être organisée rapidement fait échouer cette tentative de la bourgeoisie.

Dans les cellules les camarades doivent à nouveau se compter et faire des listes des emprisonnés, ils doivent également déterminer une attitude collective de réponse aux interrogatoires, cette attitude collective doit être dans tous les cas un refus de répondre à l'interrogatoire des flics, en dehors de l'interrogatoire d'identité (nom, prénom, domicile légal, date et lieu de naissance) ne pas oublier de prévenir à l'avance ses parents ou ceux avec lequel il habite qu'ils n'ont à répondre que c'est bien là le domicile du camarade arrêté et qu'ils n'ont à répondre à aucune autre question (empolyeur, activité professionnelle ou politique, etc.).

Se rappeler également que les flics au stade actuel veulent remplir des fichiers et posent un certain nombre de questions, particulièrement les raisons pour lesquelles l'intéressé était sur les lieux, de la vente, du collage ou de la manif. La loi bourgeoise dit que nul ne peut être sanctionné pour ne pas avoir répondu à ces questions. Il faut dans le cas de ces interrogatoires dire que l'on a rien à déclarer et nier les faits de participation à tel ou tel fait reproché, en réponse à cet interrogatoire des flics faire une déclaration politique montrant son hostilité au système capitaliste, contraire à l'idéologie du prolétariat.

Il ne faut jamais accepter le chantage des flics qui consiste à dire : « Si tu ne réponds pas à nos questions nous te gardons en cabane », le délai de garde à vue est de 24 h renouvelable de 24 h de plus sauf information devant la cour de sûreté de l'Etat bourgeois ou le délai de garde à vue ne peut excéder 10 jours (15 jours en cas d'état d'urgence), même pendant cette garde à vue de plusieurs jours la règle de ne répondre à aucune question, reste de rigueur. Le chantage des flics continue également pendant cette période. Ne pas chercher à se trouver des alibis pour se défendre, c'est le pire des moyens de défense, car cela donne lieu à une enquête complémentaire qui peut aboutir à l'interrogatoire d'autres camarades qui ont pu échapper aux flics et qui sont à leur tour fichés.

Le refus de signer tout document, tout procès verbal d'interrogatoire obéit aux mêmes principes. Si l'on se croit obligé de signer le compte rendu d'interrogatoire, ne pas laisser de lignes en blancs entre la dernière

ligne écrite et sa signature, qui peut toujours être précédée de la formule « forcé et contraint ».

Pourquoi adopter une telle attitude qui doit être une règle absolue pour tout militant marxiste-léniniste ? parce que répondre à un interrogatoire aussi bénin qu'il puisse sembler, c'est collaborer avec les flics de la bourgeoisie, c'est collaborer avec nos ennemis de classe, c'est trahir les intérêts du prolétariat.

Il est au contraire important de montrer aux flics, agent du système d'exploitation de l'homme par l'homme, que le boulot de flics n'est pas un métier de tout repos dans les milieux révolutionnaires et que la solidarité y est effective. Les militants arrêtés en groupe ou regroupés à quelque occasion que ce soit doivent chanter des chants révolutionnaires pour montrer aux agents de la bourgeoisie qu'ils sont eux marxistes-léninistes du côté du prolétariat, et qu'ils en sont fiers.

Un militant révolutionnaire étant par définition « un hors la loi » il n'a pas à entrer dans les considérations de la bourgeoisie telles que « comme je n'ai rien à me reprocher, si je ne dit rien ils vont me croire coupable de quelque chose ».

Les flics utilisent aussi la vérification d'identité surtout lorsque les camarades arrêtés sont nombreux ce qui permet aux flics d'éviter de remplir les formalités exigées pour la garde à vue (notification de garde à vue, signature de procès-verbaux, procès-verbaux que les militants doivent refuser de signer, possibilité d'être examiné par un médecin au bout de 24 h médecin de la police bien sûr à qui on peut essayer de faire constater son état en cas de coups et blessures).

Rappelons également le principe légal suivant lequel il ne peut y avoir de vérification d'identité ni interpellation sans flagrant délit (voir plus loin).

Chaque militant marxiste-léniniste arrêté doit également refuser la photo d'identité et la prise d'empreintes digitales. Ce procédé est illégal avant une inculpation préalable. Si l'on est mis de force devant un appareil photo changer par des grimaces sa physiologie habituelle, ne pas céder non plus à l'intox qui consiste à dire : « c'est simplement une photo pour prouver que vous n'avez pas été tabassé par nous ». Le tabassage pouvant toujours avoir lieu après la photo. Toutes ces actions contre la bourgeoisie sont d'autant plus positives qu'elles sont collectives et amènent à ce que nous avons dit plus haut ; que les flics doivent comprendre que les révolutionnaires ne sont pas des « droits communs » mais des politiciens.

Détention en établissement pénitentiaire : au bout des jours « légaux » de garde à vue, l'on est soit libéré soit transféré au dépôt (Palais de Justice) pour y être déféré à un juge d'instruction qui notifie l'inculpation et accorde ou non la liberté provisoire, en vous demandant de choisir un défenseur. En cas de liberté provisoire prévenir immédiatement votre défenseur et les autres camarades en leur fournissant le maximum de renseignements sur ceux avec lesquels vous vous trouviez (ne pas oublier également d'envoyer à H.R. le maximum de renseignements ou un article pour populariser à l'échelle nationale, le cas des camarades emprisonnés).

(à suivre)

A PROPOS DU 8 MARS, JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES :

# Une lettre sur l'émancipation des femmes

Le 8 mars, les femmes progressistes du monde entier, ont célébré la journée internationale des femmes.

Cette date est d'abord un anniversaire. Le 8 mars 1857, les confectionneuses américaines se mettaient en grève et manifestaient dans la rue pour obtenir la journée de dix heures, de meilleures conditions de travail et des salaires égaux à ceux des tailleurs.

Sur l'initiative de Clara Zetkin, grande révolutionnaire allemande, cet anniversaire, célébré chaque année depuis 1911, est devenu le symbole de la lutte des femmes pour leur libération.

Mais où en est, en 1970, le problème de la libération de la femme ? Une de nos camarades, ouvrière d'usine, nous écrit à ce sujet une lettre passionnante. Nous la publions d'autant plus volontiers qu'elle examine avec une grande lucidité, tous les problèmes qui se posent aujourd'hui aux femmes, et ce, avec son regard de prolétaire, doublement exploitée, en tant que prolétaire, en tant que femme. Certaines des vues exprimées par cette camarade, peuvent sembler un peu unilatérales,

mais c'est très secondaire en comparaison de la solidité, de la clarté et de la justesse d'ensemble de sa lettre.

Le 4 mars 1920, Lénine écrivait : « Le mouvement ouvrier féminin, ne se contentant pas d'une égalité de pure forme, se donne pour tâche principale la lutte pour l'égalité économique et sociale de la femme. Faire participer la femme au travail productif social, l'arracher à « l'esclavage domestique », la libérer du joug abrutissant et humiliant éternel et exclusif de la cuisine et de la chambre des enfants, voilà la tâche principale.

Cette lutte sera longue, elle exige une transformation radicale de la technique sociale et des mœurs. Mais elle prendra fin par la victoire du communisme. »

Notre camarade s'est assimilée le point de vue léniniste sur la question féminine, et c'est en travailleuse communiste qu'elle l'aborde.

La lecture de sa contribution sera salutaire à tous et à toutes. Et tant mieux si elle relance la discussion sur ce problème capital. Après tout, le débat est loin d'être épuisé.

## Clara Zetkin



place à la crèche, et bien, c'est un crève cœur d'aller déposer son petit dans le froid, comme un colis, à la crèche, et le reprendre le soir pour le coucher. On est nerveuse, la journée, on ne peut s'empêcher d'y penser, on a hâte de le voir, on est privé. Ça aussi, ça incite beaucoup de femme à ne pas reprendre le travail de suite. Il ne faut pas oublier que les crèches sont plus des consignes de bagages que des maisons pour enfants, et que les mères ont des liens avec les enfants. Donc, c'est seulement avec le socialisme qu'on pourra être en même temps une mère et une productrice sans déséquilibre. C'est pourquoi on ne doit absolument pas présenter la revendication des crèches comme la clé du bonheur. Surtout que la propagande nous rabâche que le communisme c'est plus de famille, plus de mère, des « éprouvettes »... Les bébés dans les crèches, séparés des parents, etc. y en a qui le croient et on a l'air de penser pareil si on n'explique pas bien tout.

Je voudrais encore vous dire un mot que nous avons discuté, sur la question des femmes dont le mari fait de la politique. Très souvent, ils n'appliquent pas leurs idées à la maison. Par exemple, une d'entre nous, son mari fait du syndicalisme et il est dans un comité d'action, et bien, il n'est plus chez lui, plus jamais ! Il rentre à 1 h du matin, le dimanche, il n'est pas là, quand il est à la maison, il amène des copains (qui d'ailleurs se taisent devant la femme et lui disent à peine bonjour). Le résultat, pour notre amie ? C'est qu'elle a autant à faire que si elle était veuve : les enfants, la maison, les courses, enfin, tout, tout. Elle était pour les idées de son mari, mais petit à petit, elle en a assez, et elle lui fait des scènes. Sûrement que les hommes qui militent doivent se préoccuper des femmes et les soutenir. Ils doivent donner l'exemple, car un acte vaut mieux que beaucoup de paroles.

Enfin, dans votre journal, ces questions ne sont pas discutées à la place qu'elles méritent. Je tiens à vous dire qu'à chaque fois que vous en avez parlé dans l'H.R., je les ait fait lire dans mon atelier et que c'est très utile pour nos idées, même si je ne suis pas tout à fait de votre avis.

J'espère que cette lettre ne sera pas trop longue pour être dans le journal. Je termine vite en vous rappelant ce qu'a dit Han Suyin et qui est vrai, vous serez d'accord : « Sans les femmes, il n'y aura pas de révolution » (les femmes du peuple, bien sûr). J'espère que vous donnerez de plus en plus de place aux femmes dans votre journal. Pourquoi pas une page par semaine ?

Je vous adresse mes sentiments fraternels.

— Une ouvrière aidée par des amies de l'usine.

Vive l'unité révolutionnaire des femmes et des hommes !

Vive la révolution socialiste !

Vive Mao-Tsé-Toung qui a vraiment libéré la femme en Chine et bientôt dans le monde entier !

Chers camarades,

Je vous écris au sujet de la femme, que vous avez abordé dans votre journal.

Ces articles, que j'ai fait lire à des amies, ont donné lieu à beaucoup de discussions. On n'était pas d'accord entre nous et chacune défendait fort ses idées. Je suis aussi allée au meeting de Han Suyin sur cette question.

C'est absolument vrai que la femme est exploitée en tant que femme. Ça se voit que c'est elle qui prend en charge la maison, elle fait tous ces travaux « humiliants » que Lénine décrit, et c'est vrai que c'est décourageant, car c'est toujours à recommencer, on ne voit jamais le résultat, c'est jamais fini, et en plus, au bout de quelque temps de vie commune, personne ne remarque le travail qui est fait, on trouve ça normal. C'est bien évident que par moment on est révoltée, et même qu'on rend le mari responsable de tout, ce qui n'est pas bien. Le fait qu'on travaille à l'usine, on ne peut pas dire que ce soit un soutien, ni une libération. Moi, j'ai des amies qui ont un enfant en nourrice, 300 F par mois, qui payent pour aller travailler 40 F de transport, qui sont obligées de donner leur linge à laver, et en plus, la cantine pour les grands, etc. En gagnant, comme c'est le cas, 630 F par mois, vous voyez que finalement elles font le compte qu'elles se tuent à l'usine tous les jours pour 15 à 20 000 anciens francs par mois. Ça, il faut bien le comprendre, sinon on vous rira au nez quand vous direz que la production émancipe la femme.

D'ailleurs, beaucoup de femmes, au deuxième enfant, font les comptes et souvent restent à la maison. Mais là, c'est pas une solution non plus, car elles sont transformées du jour au lendemain, en esclaves totales de la famille, mais surtout, ce qu'il y a de pire, elles ne sont plus autant qu'avant les camarades de leurs maris, car elles ne font plus partie de la vie active. Elles ne voient plus personne, elles n'ont seules devant leur lessive, elles ont

rien d'autre à penser qu'aux ennuis de la famille. Mais elles ne voient plus que ces ennuis sont les mêmes pour tous les ouvriers, et donc, elles ne voient plus les responsables : les patrons. Elles croient que ce sont des problèmes à elles seules, et de toutes façons, elles sont seules pour se débrouiller. Et ça, voyez-vous, ça ne nous donne pas une bonne mentalité, ça brise la solidarité.

Je ne veux pas dire que les femmes qui ne travaillent pas sont moins bien que les autres, ni qu'elles sont réactionnaires, mais, c'est certain, la maison, ça vous agrip. D'ailleurs, il y a une chose que je me suis toujours dite, c'est : « Pourquoi les patrons incitent les femmes à rester à la maison après la naissance des enfants ; la prime de salaire unique, rien pour aider les femmes à venir travailler ? etc. Ils ne font rien sans raison. C'est sûr qu'ils ont bien compris que les femmes pouvaient être un frein contre les ouvriers : par exemple dans les grèves.

Donc, à notre avis, plutôt que de dire que c'est dans la production que la femme s'émancipe, vous auriez dû dire que c'est le fait de voir en face ses exploités, de sentir les autres femmes (et hommes) victimes de la même exploitation, et aussi de sentir notre force encore petite (par exemple, quand on décide d'arrêter le travail jusqu'à ce qu'on ait une amélioration des conditions de travail) qui ouvre les yeux à la femme, qui lui fait comprendre le monde et peut-être le moyen de s'en sortir (Jamais toute seule).

Nous, on dit : la femme, elle a un ennemi mortel, les patrons, la société capitaliste, mais elle a aussi à se battre contre les hommes (et leurs maris) et contre elles-mêmes. Mais pour cette deuxième lutte, elle ne doit pas se battre comme avec des ennemis, mais en expliquant, en étant décidées, sans jamais abandonner.

On doit lutter contre les hommes qui ont presque toujours un peu de mépris pour nous, car on leur

a appris à considérer les femmes comme des inférieures, et on ne doit pas accepter que le mari soit le chef à la maison et qu'il tape sur la table ! (et encore moins sur nous, bien sûr !) et dans le travail, on ne doit pas accepter que les hommes nous cherchent et plaisantent, car c'est encore un moyen de nous considérer comme des femmes seulement, et pas comme des compagnons de travail.

Et aussi, on doit lutter contre soi-même, car toutes ces mauvaises idées, elles ne sont pas réservées aux hommes, nous aussi, on les a en tête. Par exemple, on veut souvent chercher la sécurité, c'est pourquoi on dira au mari de ne pas faire de grève, car « c'est un saut dans le vide », on n'est jamais sûr de comment ça tournera.

On a aussi des idées fausses sur nous, on se dit : « Ça, je n'y comprend rien, la politique, c'est pour les hommes », etc... Ce qui s'appelle fuir les problèmes et être contentes de soi. Et puis, on se plaint que les hommes ne sont pas sérieux, mais en même temps, on voudrait être bien habillée, bien fardée : à quoi ça rime de nous « faire une beauté » au vestiaire ? Et souvent, au fond, on est flattée. Nous avons tort.

Maintenant, la question des enfants. Vous dites, dans un article, qu'on doit exiger des crèches et que, en U.R.S.S., ils ont une année d'arrêt de travail pour un bébé. Ça m'étonnerait que ça ait convaincu du monde que l'U.R.S.S. n'est plus un pays communiste à cause de ça.

Vous voyez, ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'on est dans une société où on se fiche complètement du bonheur des gens. Han Suyin a dit, qu'en Chine, les crèches étaient dans l'usine et que les mères allaient les voir toutes les trois heures. Ça, c'est magnifique ! Ça, on ne peut pas l'inventer si on n'a pas l'idée de « servir le peuple », « du bonheur du peuple ». Car pour nous, même si on obtenait des crèches plus nombreuses, même celles qui ont la veine (comme moi) de trouver une

# Une organisation sans principe, avec des méthodes vieilles d'un siècle: la «Gauche prolétarienne»

Dans le numéro 47 de « l'Humanité Rouge », nous demandions des informations précises sur les activités du groupe qui s'auto-proclame « maoïste », et s'intitule, bien que composé d'une très large majorité d'éléments non ouvriers, « gauche prolétarienne ».

Notre enquête reste pauvre aujourd'hui. D'autant plus qu'une analyse concrète assez importante émanant des C.D.H.R. de Nice a été arbitrairement saisie par la police lors d'une perquisition. Voici, par contre, une relation précise qui nous a été communiquée : trois fois en moins de six mois, des jeunes ont été surpris en train de remplir des sacs avec des livres et des brochures mis en vente dans une librairie progressiste. Ils ont, une première fois, frappé le vendeur avant qu'il ait eu le temps d'actionner la sirène d'alarme. Mais au cours de la lutte, celui-ci a réussi à appuyer sur le bouton. Les agents sont arrivés sur les lieux, et les jeunes « voleurs » se sont alors empressés de proclamer qu'ils étaient de la « gauche prolétarienne » ! Bien entendu, aucune plainte n'a été portée. Une librairie qui diffuse des textes marxistes-léninistes, ne recourt pas à la justice bourgeoise, contre des jeunes totalement irresponsables parce qu'analphabètes sur le plan idéologique et politique.

Le fait s'est reproduit et les jeunes gens, fort excités, ont déclaré au libraire : « Vous êtes un révisionniste, c'est pour cela que nous venons récupérer les textes chinois en vue de les diffuser ». Curieux révisionniste, en vérité, que ce libraire qui vend les « Œuvres choisies » de Mao-Tsé-Toung et les textes de Staline édités par les éditions de Tirana !

Au début, nous croyons qu'il s'agissait d'éléments provocateurs, dont l'objectif consistait à attiser les contradictions entre les marxistes-léninistes authentiques et ceux qui s'affirment « maoïstes » et comptent dans leurs rangs des jeunes militants susceptibles d'être arrachés à l'anarchisme. Mais après enquête, nous avons été contraints de constater qu'il s'agissait bel et bien de « Kommandos » dirigés par la « gauche prolétarienne ».

Comme on le voit, à part ces faits, nous avons reçu peu d'informations sur les activités de ce groupe.

Par contre, force nous est de constater que la grande presse capitaliste et celle de ses complices, les dirigeants révisionnistes, abondent d'articles relatant les faits et gestes de ce qu'elles baptisent les « maoïstes » ou les « maoïstes ». « Le Figaro » ou « L'Aurore » utilisent ces informations pour tenter de mobiliser le bourgeois et de le dresser contre le bastion du socialisme dans le monde, la Grande République Populaire de Chine. L'« Humanité » les emploie pour tromper la classe ouvrière, en lui démontrant que les partisans de Mao-Tsé-Toung ne sont que des « groupuscules fascistes ».

Il est tout à fait significatif de remarquer, par ailleurs, que les mêmes journaux pratiquent systématiquement la tactique connue de « l'information retenue » en ce qui concerne les marxistes-léninistes authentiques.

Par exemple « Le Monde » ou « L'Humanité Blanche » se gardent bien de parler de nos camarades emprisonnés à la Santé depuis le 18 février... où lorsqu'ils le font, ils s'efforcent de cacher à leurs lecteurs qu'il s'agit de militants marxistes-léninistes n'ayant rien à voir avec les « gauchistes » et qui se sont dressés parmi les premiers contre le révisionnisme moderne.

Mais qu'est donc, en fait, cette « gauche prolétarienne » ?

Elle est un amalgame d'anciens militants de l'U.J.C. (marxistes-léninistes) et du mouvement du 22 mars. Dans un supplément au n° 20 de « l'Humanité Rouge », nous l'avons caractérisée sur le plan théorique et tout ce que nous avons publié à cette occasion reste valable aujourd'hui. Peut-être n'avons-nous pas suffisamment insisté sur le fait qu'il s'agit d'une imposture par rapport à la pensée Mao-Tsé-Toung.

## STALINE

### La terreur économique et le mouvement ouvrier.

La lutte des ouvriers ne revêt pas toujours et partout la même forme.

Il fut un temps où les ouvriers, en luttant contre les patrons, brisaient les machines et mettaient le feu aux usines. La machine, voilà la source de la misère ! L'usine, voilà le lieu de l'oppression ! Eh bien, brisons-les, mettons-y le feu, disaient alors les ouvriers.

C'était l'époque des actions spontanées, anarchiques.

Nous connaissons aussi d'autres cas où les ouvriers, ayant cessé de croire à la vertu des incendies et des destructions, recouraient à des « formes plus violentes », au meurtre des directeurs, des administrateurs, des gérants, etc... On ne peut pas détruire toutes les machines et toutes les usines, disaient alors les ouvriers, et d'ailleurs ce n'est pas avantageux pour nous ; mais on peut toujours faire peur aux administrateurs et leur serrer la vis à l'aide de la terreur ; eh bien, cognons dessus, faisons-les trembler !

C'était l'époque des actions terroristes individuelles sur le terrain de la lutte économique.

Le mouvement ouvrier a sévèrement condamné l'une et l'autre formes de lutte, il les a reléguées dans le passé.

Et cela se conçoit. Il est certain que l'usine est effectivement le lieu d'exploitation des ouvriers, et la machine aide jusqu'à présent la bourgeoisie à étendre cette exploitation. Mais cela ne signifie pas encore que la machine et l'usine soient par elles-mêmes une source de misère. Au contraire, c'est l'usine et c'est la machine qui permettront au prolétariat de briser les chaînes de l'esclavage, de supprimer la misère, de vaincre toute oppression. Il faut seulement que de propriété privée de différents capitalistes, elles deviennent la propriété sociale du peuple.

D'autre part, que deviendrait la vie si réellement nous nous mettions à détruire ou à brûler les machines, les usines, les chemins de fer ? La vie ressemblerait alors à un morne désert, et les ouvriers seraient les premiers à perdre leur morceau de pain !...

Il est clair que nous devons non pas détruire les machines et les usines, mais en prendre possession lorsque la possibilité s'en présentera, si nous tenons vraiment à supprimer la misère.

Voilà pourquoi le mouvement ouvrier répudie les conflits et révoltes anarchiques.

Il est hors de doute que la terreur économique se « jus-

tifie » d'une certaine façon en apparence, dans la mesure où l'on s'en sert pour intimider la bourgeoisie. Mais qu'est-ce que cette peur, si elle est passagère et fugitive ? Et qu'elle ne puisse être que passagère, cela est évident, ne serait-ce que parce qu'il est impossible d'exercer la terreur économique toujours et partout. Voilà un premier point. En second lieu, que peuvent nous donner la peur passagère de la bourgeoisie et les concessions qui en résultent si nous n'avons pas derrière nous une puissante organisation ouvrière de masse, toujours prête à lutter pour les revendications ouvrières et capable de maintenir les concessions arrachées ? Or les faits attestent avec évidence que la terreur économique annihile le besoin d'une telle organisation, ôte aux ouvriers l'envie de s'unir, d'agir par eux-mêmes, dès l'instant qu'ils ont des héros terroristes pouvant agir à leur place. Devons-nous développer l'esprit d'initiative chez les ouvriers ? Devons-nous développer en eux le désir de l'union ? Oui, certes ! Mais alors, pouvons-nous exercer la terreur économique si elle tue l'un et l'autre sentiments chez les ouvriers ?

Non, camarades ! Il ne nous sied point d'intimider la bourgeoisie par des coups de main sournois et isolés : laissons aux apaches ces « activités »-là. Nous, nous devons agir ouvertement contre la bourgeoisie ; nous devons la maintenir dans les trances constamment, jusqu'à la victoire finale. Et ce qu'il faut pour cela, ce n'est pas la terreur économique, c'est une solide organisation de masse, capable d'entraîner les ouvriers à la lutte.

Voilà pourquoi le mouvement ouvrier répudie la terreur économique.

Etant donné ce qui précède, la dernière résolution adoptée par les grévistes de chez Mirzoïev contre les incendies volontaires et les meurtres « économiques » acquiert un intérêt particulier. Dans cette résolution, le comité central d'entreprise des 1.500 travailleurs de chez Mirzoïev, en prenant note de faits comme l'incendie d'une chaufferie (à Balakhany) et le meurtre d'un administrateur pour des motifs économiques (à Sourakhany), déclare qu'il « proteste contre des méthodes de lutte telles que le meurtre et l'incendie ». (Voir le Goudok, n° 24.)

C'est ainsi que les ouvriers de Mirzoïev rompent définitivement avec les vieilles tendances terroristes anarchiques.

C'est ainsi qu'ils s'engagent résolument dans la voie du véritable mouvement ouvrier.

Nous félicitons les camarades de chez Mirzoïev et appelons tous les ouvriers à s'engager aussi résolument dans la voie du mouvement prolétarien de masse.

Goudok (La Sirène), n° 25, 30 mars 1908.

Article non signé.

Il eut suffi de lire quelques pages d'un livre publié par Alain Geismar (ex mouvement du 22 mars) et Serge July (ex U.J.), sous le titre « Vers la Guerre Civile » pour s'en convaincre et constater objectivement que ces militants s'inspirent bien plus des vieilles théories anarchistes malmenées par un siècle d'échecs, ou de celles plus récentes de Guevarra, dont on connaît les tristes résultats, que de la pensée Mao-Tsé-Toung. Notons, au passage, qu'outre des « Pertes » du genre de la « psychanalyse » des motifs profonds qui impulsaient, en mai-juin, les militants, tout un chapitre intitulé « la C.G.T. n'a pas trahi... » consiste à dédouaner de leurs énormes responsabilités la centrale syndicale dirigée par Ségué et le révisionnisme moderne ! Comprenne qui voudra !..

En définitive, ce qui caractérise avant tout « la gauche prolétarienne » c'est bien son analphabétisme du marxisme-léninisme et de la pensée Mao-Tsé-Toung. Concrètement, ce groupe utilise la « révolte des petits bourgeois » que Lénine a si bien analysée, critiquée et remise à sa juste place.

Sa stratégie s'appuie sur l'imminence de la révolution prolétarienne. Sa tactique reste occasionnelle, sans le moindre plan à moyen ou long terme, c'est-à-dire qu'elle se fonde exclusivement sur le spontanéisme. Aussi la « G.P. » recrute-t-elle facilement chez les lycéens de 17 et 18 ans, qui la quittent après quelques mois d'expérience et rejoignent nos rangs dès qu'ils ont acquis, par leurs propres moyens un minimum de formation idéologique et politique.

La révolte « anti-autoritaire » des militants de la G.P. s'inscrit aussi dans la ligne du plus pur anarchisme et du culte de la spontanéité, s'opposant à la juste conception d'un parti révolutionnaire prolétarien.

Cette déviation de niveau très élémentaire, a été combattue avec vigueur par Lénine.

« Des attaques contre la « dictature des chefs », il y en a toujours eu dans notre parti... Il n'y a donc rien d'étonnant, rien de nouveau, rien de terrible dans cette « maladie infantile... », écrivait-il en 1920, non sans avoir souligné que : « Nier la nécessité du parti et de la discipline du parti, voilà où en est arrivée l'opposition. Or, cela équivaut à désarmer entièrement le prolétariat au profit de la bourgeoisie. Cela équivaut précisément à faire siens ces défauts de la petite bourgeoisie, que sont la dispersion, l'instabilité, l'incapacité à la fermeté, à l'union, à l'action conjuguée, défauts qui causeront inévitablement la perte de tout mouvement révolutionnaire du prolétariat, pour peu qu'on les encourage... Celui qui affaiblit un tant soit peu la discipline de fer dans le parti du prolétariat... aide en réalité la bourgeoisie contre le prolétariat ».

L'anti-autoritarisme de la G.P. est bien, comme le prouvent ses lignes de Lénine, une vieille maladie datant de plus d'un demi siècle, dont l'origine est à rechercher dans la composition sociale petite-bourgeoise de ses rangs.

Une controverse s'est établie au sujet de la G.P. entre les C.D.H.R. de Marseille et Vincennes. Nos militants marseillais avaient écrit : « Le groupe dit « gauche prolétarienne », sombre de plus en plus vers des actions de types fascistes ». Du coup, nos camarades de Vincennes ont reproché aux marseillais (dont ils ignorent les activités concrètes) que leur « lettre pouvait apparaître comme une manifestation d'opportunisme à l'égard des révisionnistes du P.C.S.F. ».

Nous qui savons que juste à ce moment les camarades de Marseille

et Aix-en-Provence, entraînant 500 manifestants, empêchaient de façon « expéditive » le vieux révisionniste Cognot de débiter ses sornettes contre-révolutionnaires, nous pensons que les camarades de Vincennes tiraient d'une remarque juste, des conclusions un peu hâtives. En effet, les jeunes de la G.P. ne sont pas « fascistes », et en ce sens, les CDHR de Marseille, même s'ils n'employaient pas le terme de façon explicite, commettaient une erreur, mais évidemment, ils avaient tout à fait raison de stigmatiser des méthodes qui sont celles de kommandos anarchistes et guevaristes. Lorsqu'ils « volent » des livres marxistes-léninistes, ou lorsqu'ils attaquent physiquement nos militants, il convient de s'opposer aux cédépistes, comme l'ont fait nos amis de la librairie, et nos militants des villes du Midi. Avant tout, il faut les démasquer sur le plan politique, c'est d'abord par cette méthode qu'ils ont été réduits à leur plus simple expression dans le midi, et s'ils nous attaquent en prétendant que nous sommes des « révisionnistes », il faut leur montrer que nous sommes de façon conséquente des bolchéviques, des staliniens et des adeptes de la pensée Mao-Tsé-Toung (« Si on nous attaque, nous contre-attaquons »). La raclée exemplaire qu'ils ont reçue à Nice, leur a enlevé l'envie de se froter de nouveau à nos C.D.H.R.. A ce sujet, nous précisons que l'information suivant laquelle nos camarades auraient « fracturé le crâne » d'un cédépiste de Nice, n'a que la valeur d'un ragot parisien, comme nos ennemis en font tant circuler dans le Quartier Latin.

Notre appréciation, comme celle des camarades de Marseille ou de Vincennes, au sujet de la G.P., n'a absolument rien à voir avec l'odieuse attitude des dirigeants révisionnistes.

(Suite page 2).

# BILLANCOURT : BILAN DES ACTIONS (MÉTRO - CANTINE)

Après enquête il apparaît que l'article sur la lutte contre la hausse à Billancourt (H.R. n° 49) n'a pas apporté grand chose aux camarades des autres C.D.H.R. *Nous devons faire une autocritique* sur cet article qui a davantage été conçu comme un bilan pour nous que comme une explication pour d'autres camarades. Vue l'importance de Renault aux yeux de tous les révolutionnaires, nous demandons à H.R. de publier cette autocritique, un bilan plus explicatif que le premier.

## 1° D'ABORD LES FAITS SUR LE METRO

Il est important de rétablir la vérité par rapport à tous les mythes que fait circuler la G.P. en particulier. Sans entrer dans le détail, il existe chez Renault, à côté du groupe H.R., plusieurs groupes « M.L. » : la Gauche Proletarienne, et le Comité de Lutte, issu d'une scission de la G.P. et travaillant surtout dans l'île Seguin. Chaque groupe a de son côté préparé les actions contre les hausses par une propagande dans la boîte.

Avant l'augmentation, des contacts sont pris entre H.R. et le Comité de Lutte pour une action unitaire le lundi ; jusqu'au dernier moment, l'unité semblait possible (tract commun, intervention commune). Mais en cas de refus, nous avions tout préparé pour agir seuls (par exemple, la banderolle « marxistes-léninistes Humanité Rouge », que nous avions l'intention de ne pas sortir si le Comité de Lutte manifestait avec nous).

Le lundi à 14 h la G.P. fait sa manifestation : 50 personnes maximum (qui en donneront 500 dans leur journal). La G.P. a mal calculé son coup : 30 militants ne suffisent pas pour arrêter les ouvriers, les intéresser : ils partent par les trottoirs. Cette manifestation assez minable qui n'élève en rien la conscience des ouvriers, nous confirme dans le fait que pour faire une manifestation correcte, il faut un nombre assez important de militants.

Le soir, il y aura 300 militants H.R. : prise de parole à la sortie, formation en manif, suivie par tous les ouvriers qui discutent, prennent les tracts, scandent les mots d'ordre (« A bas le capitalisme, vie chère, vie de misère, non à la hausse ») et ne filent pas par les trottoirs comme à 14 h. Arrivée au métro où l'on passe sans payer pendant plusieurs rames (un seul malheureux car de flics, qui n'interviennent pas, sauf un poulet en civil).

Les jours suivants à chaque équipe à 14 h, la G.P. fait passer un petit groupe sans payer. Et le soir, c'est le C.L. Ces actions, profitant de l'écho de notre manif du lundi soir, sont moins isolées que celle de la G.P. lundi midi.

Le mercredi soir, 20 flics interviennent ; les camarades du CL et des travailleurs les repoussent.

Le jeudi à midi la G.P. avec des manches de pioches, casse la gueule aux flics R.A.T.P. (la maffia) ; des travailleurs participent à la bagarre.

C'est à partir de ce moment que ces actions tout de même assez limitées prennent un tour nouveau plus positif ; il y a eu des bagarres, ça se sait, la C.G.T. se déchaîne contre les « maoïstes fascistes » les révisionnistes se démasquent et se font huer par des travailleurs. H.R. dénonce par tract les calomnies des révisionnistes, et les camarades H.R. participent individuellement aux actions et aux bagarres.

La semaine d'après, pendant plusieurs jours, ça continue sans heurts, et sans que les gardes mobiles, masqués près de là, interviennent.

## 2° LA GAUCHE PROLETARIENNE

a) *L'analyse de la G.P. et la nôtre*  
Nous pensions que contre les hausses, une action était juste. Mais en aucun cas, on ne devait mener les

masses à la répression, car les révolutionnaires de la Régie sont encore trop faibles pour pouvoir protéger efficacement les masses. Or, intervenir chaque jour, midi et soir, c'était, selon toute probabilité, attirer cette répression ; si quelques travailleurs immigrés se faisaient expulser, c'en était fini des révolutionnaires de la boîte : les ouvriers n'ont pas marché quand le P.C.F. nous a traité de fascistes. Mais c'est eux-mêmes, et non pas le P.C., qui nous auraient virés si quelques-uns de leurs camarades s'étaient faits matraquer.

L'analyse de la G.P. était différente. Fidèles à la ligne aventuriste de la G.P. en général, ceux de la Régie se moquaient pas mal de la répression. Tant mieux si les flics viennent, puisque « les masses se mobilisent autour des maoïstes par la violence ». Tant pis pour les expulsions, puisque « il faut savoir prendre des risques ».

b) *La répression ne s'est pas abattue. Pourquoi ?*

— La G.P. dit que les flics ont eu peur. Peur des masses ? C'est faux ; au plus fort des bagarres, moins d'une centaine de travailleurs y participaient. Beaucoup prenaient le métro ailleurs. Il était facile aux flics d'intervenir en masse, d'isoler les militants, de matraquer et d'expulser les ouvriers. Toutes les conditions d'une répression étaient réunies ; la C.G.T. y appelait contre les « émules des chemises noires ». C'en était fini de l'audience que les révolutionnaires commencent à avoir chez Renault. Sur cette question de la répression, nous invitons les camarades à rester fermes par rapport aux bluffs de la G.P. Ce n'est pas la peur des masses qui a empêché l'intervention des flics.

— Les flics ne sont pas intervenus ; la raison la plus probable nous semble la suivante : l'intervention de la police résulte d'un accord entre le ministère de l'Intérieur et la direction de la Régie ; cette direction est habile : elle joue sur la double contradiction qui l'oppose, d'une part aux révisionnistes, d'autre part aux révolutionnaires. A certains moments, elle n'hésite pas à licencier un délégué C.G.T. pourtant « orthodoxe », et à laisser le champ libre aux révolutionnaires (comme dans le cas des hausses), à d'autres moments, ce sont les militants révolutionnaires qu'elle frappe.

— *Ainsi les actions de la G.P. et du C.L. ont été positives ; mais c'est l'effet d'une situation particulière sur laquelle nous ne pouvions pas miser au moment où nous avons décidé notre action.*

c) *L'attitude de la G.P. par rapport à nous : La G.P. utilise des méthodes révisionnistes.*

— Menaces de cassage de gueule, alors que notre attitude à Boulogne n'a jamais été sectaire. Par exemple, un type de la G.P. a fait un bombage à la peinture... sur le visage d'un camarade de Ligne Rouge ;

— emploi du mensonge, de la calomnie : alors qu'à Boulogne nous n'avons jamais dénoncé la G.P., que nous avons su reconnaître ce qu'il y avait de positif dans leurs actions et même participer individuellement, la G.P., le lendemain de notre manif, a sorti un torchon infame portant des calomnies du type « 300 étudiants pas suivis par les ouvriers, n'ont pas osé prendre le métro et ont déguerpé sous les huées des travailleurs dès qu'ils ont vu les flics ». Crapules ! 2.000 travailleurs pourront témoigner qu'ils ont pris ce soir-là le métro sans payer. Et la G.P. ne manque pas d'imagination dans la calomnie, puisque la C.D.P. n° 17 n'ose plus dire que nous n'avons pas pris le métro, mais que nous l'avons pris « en payant ». Il n'y a pas de réponse politique à faire à de telles saletés révisionnistes.

d) *Notre attitude par rapport à la G.P.*

L'unité suppose une base de respect mutuel. La G.P. ne l'a pas envers

nous ; qu'elle laisse aux révisionnistes leurs méthodes favorites : la calomnie et l'agression physique, et on pourra parler d'unité.

## 3° LE COMITE DE LUTTE

Avec les révolutionnaires du C.L., le problème est différent. Tous les essais unitaires fait jusque là ont échoué pour des raisons qu'il n'appartient pas d'analyser ici, mais qui ne tiennent nullement à un sectarisme de notre part. Le jour de la hausse ils nous ont magouillés ; alors qu'ils nous avaient dit ne rien faire, ils sont

sortis avec leur propre tract le lundi soir. Après, ils se sont montrés assez sectaires (ou du moins très distants).

Cela est cependant secondaire : nous leur demandons : à qui sert le sectarisme. Les camarades du C.L. ont quittés la G.P. sur la base de la critique de son aventurisme. C'est pourquoi, même si la tendance spontanéiste existe toujours chez eux, l'unité nous semble possible et souhaitable.

A suivre. La semaine prochaine : bilan des actions à la cantine.

## Faire du congrès de l'U.N.E.F. une bataille politique contre

Sans vouloir faire un bilan exhaustif des luttes étudiantes du trimestre écoulé leur essor récent est un signe de la nouvelle montée des luttes populaires. Montée inégale d'une faculté à l'autre, de Paris à la province, dans le temps et dans l'espace. Inégalité encore quant à leur contenu :

— grève nationale des facultés de lettres à propos de la II<sup>e</sup> langue vivante (Lyon, Aix, Nice, Anglais Charles V, etc...).

— Boycott de partiels conduisant à l'affrontement avec les bandes fascistes puis l'appareil de répression (Nanterre, Assas).

— Luttes politiques multiples, affrontement violents avec les révisionnistes, entrée dans la lutte des facultés « réactionnaires » de droit.

Dans les faits, le prouvent de récentes élections aux conseils de gestion, la participation est morte, les révisionnistes sont déconsidérés. Grandit le mouvement étudiant... mais aussi son émiettement. Dans les faits se révèle l'absence d'une organisation nationale unifiant et dirigeant les luttes.

La grève des langues qui s'était développée jusqu'à poser à son stade ultime la nécessité d'une réelle organisation nationale est retombée, faute d'organisation structurée et de perspectives claires permettant de continuer la lutte sous d'autres formes.

Pourtant l'U.N.E.F. existe ! Là est le problème.

Sans même rappeler la sortie de l'U.N.E.F. de la ligue trotskiste, des anarchistes et des spontanéistes de la gauche prolétarienne, force est de constater que l'émiettement du mouvement grandit ainsi que le discrédit de l'U.N.E.F. et là surtout où ont eu lieu des luttes de masses dures, faisant apparaître la nature de classe de l'Etat (Nanterre).

La vie pose le problème de l'unité de lutte du mouvement étudiant. C'est à cette question que devra répondre le congrès des 2 et 4 avril.

C'est cette question que nous devons poser sur des bases de principes. Le mouvement de Mai 68, et l'histoire du mouvement communiste et ouvrier international, nous apprennent que le problème de l'unité se pose toujours sur une base de classe. Il faut unir tout ce qui peut être uni dans l'intérêt du développement des luttes. Car c'est du développement dialectique de cette unité que dépend la progression par bond de la conscience des masses.

On ne peut donc unir l'ennemi et l'ami, les opportunistes et les mouvements de lutte. La question de l'unité du mouvement étudiant est inséparable de la question de l'exclusion des révisionnistes de son sein.

Là est la question cardinale de l'unité de lutte des étudiants et donc du congrès de l'U.N.E.F. les 2 et 4 avril 70.

Il y a longtemps que la bourgeoisie n'utilise plus les vieux mouvements corporatistes comme la F.N.E.F. pour étouffer les luttes. Son auxiliaire privilégié depuis Mai c'est l'U.N.E.F.-Renouveau et la participation. Le pouvoir bourgeois a un intérêt direct dans le développement révisionniste. Celui-ci demeure la cible principale de notre lutte politique à l'université.

Ce que montre aussi la pratique c'est la polarisation en deux pôles des luttes étudiantes : d'un pôle les révisos, à l'autre les marxistes-léninistes. L'U.N.E.F. ne peut vouloir organiser les deux, le P.S.U. ne peut prétendre tenir ce grand écart. Nécessairement les groupes politiques s'alignent sur l'un des deux pôles. Ces opportunistes rejoindront logiquement les révisionnistes. C'est la trajectoire du P.S.U. qui se retrouve aujourd'hui, par son réformisme et inconséquence politique (depuis octobre 68, et notamment lors de l'A.G. des 3 et 4 mai, nous posons le problème de l'exclusion des révisionnistes) coincé dans une situation sans issue. Se tournant avec angoisse vers « les camarades H.R. » il nie aujourd'hui : « Camarades les révisos peuvent prendre l'U.N.E.F. au prochain congrès ! » « Aidez-nous ! »

Après tout chacun récolte ce qu'il a semé...

Devant le danger, légèrement gonflé par nos bureaucrates P.S.U. pour créer un saine réflexe chez les marxistes-léninistes, que doit-on faire ?

Plus que jamais poser la question de principe : une organisation nationale de lutte doit exclure de son sein les révisionnistes. Ceux-ci sont les représentants de la politique de la bourgeoisie au sein du mouvement étudiant, ils reprennent les vieilles traditions corporatistes à un moment où à l'échelle européenne le nouveau se scinde de l'ancien, où des organisations de lutte jaillissent à côté des organisations sclérosées : grèves de Kiruna, force des mineurs en Belgique, comitati di Lotta en Italie, comités de base en France. Le nouveau doit rejeter l'ancien. L'U.N.E.F. doit ou rester une organisation traditionnelle et éclater, ou se transformer en rejetant les révisos.

Les 2 et 4 avril qui voudra exclure les révisionnistes ? Pas l'A.J.S. dont tout le programme de Front Unique Ouvrier consiste à duper la gauche pour la ramener à droite derrière le char révisionniste. Pas le B.N.-P.S.U. non plus dont le parti sollicite les voix révisionnistes pour l'élection de Rocard, fait l'alliance avec eux dans la rue (15 novembre : manifestations de Paris pour le Vietnam), il a refusé déjà l'exclusion. La thèse du B.N.-P.S.U. est connue : il faut un cadre unitaire « sans exclusive »... Leur seule concession fut d'accepter le 3 et 4 Mai 69 d'exclure « les participationnistes »... ce qui ne changea pas un iota à la réalité.

## L'ASSASSIN DE MARIGHELA EN FRANCE

Son nom: Sergio Paranhos Fleury, commissaire de police à Sao-Paulo. Ce bandit est un des principaux responsables (au niveau de l'exécution) de l'appareil de répression de la dictature militaire à la solde de l'impérialisme U.S., de la grande bourgeoisie et des propriétaires fonciers brésiliens.

C'est lui qui a commandé personnellement l'assassinat de Marighela. C'est lui qui commande les principales opérations de « ratissage » à Sao-Paulo. Pendant ces opérations, plusieurs révolutionnaires (ou des gens soupçonnés d'être révolutionnaires ou d'avoir des rapports avec les révolutionnaires) sont assassinés sur le champ. D'autres sont envoyés aux camps de concentration, où ils sont sauvagement

torturés, jusqu'à la mort dans certains cas. Ce bandit est, en plus, un des créateurs de plusieurs organisations de « chasse aux communistes ».

Pourquoi est-il en France ? Pour organiser « une enquête sur les Brésiliens qui vivent en France » dit « Le Monde » (13-3-70 p. 3). En d'autres termes, pour essayer d'empêcher les manifestations de la juste indignation des peuples du monde entier, en particulier du peuple français, face à la répression criminelle contre le peuple brésilien.

La seule présence en France de ce bandit implique la complicité du Gouvernement français. Mais cette complicité est encore plus claire : le Ministère de l'Intérieur vient d'interdire la vente en France du

recueil de textes de Marighela, publié par les éditions du Seuil.

Il faut que le peuple français, en particulier son avant-garde, les marxistes-léninistes français, dénoncent tout cela, luttent contre tout cela : contre l'extension de la répression contre le peuple brésilien sur le sol de la France. D'autant plus que tout cela n'est qu'une partie de la fascisation de la France elle-même.

**A BAS LA DICTATURE MILITAIRE PRO-IMPERIALISTE AU BRESIL !**

**VIVE LA SOLIDARITE DES PEUPLES BRÉSILIEN ET FRANÇAIS EN LUTTE.**

### les révisionnistes !

Quant à nous que cela soit clair : nous ne ferons aucune concession sur ce point !

Envisageons maintenant les deux possibilités tactiques.

(1) Les révisionnistes prennent l'U.N.E.F. Après leur contrôle sur le S.N.E.S.-Sup. par marionnette interposée, leur contrôle sur le S.N.E.S., le progrès de la tendance « Unité en Action » au S.N.I. et la tactique du S.N.E.T.P.-C.G.T. pour s'allier au S.N.E.T.A. et rallier la F.E.N., leur contrôle sur l'U.N.E.F. parachèverait leur lutte pour le contrôle des intellectuels. Incontestablement à court terme cela isolerait le mouvement... en apparence. Telle est bien la tactique des révisos : isoler « les maoïstes » (voir leur meeting à Nanterre réclamant la dissolution des « bandes fascistes maoïstes »).

En fait isolément par rapport à qui ? A « l'opinion publique » ? Nous répondrons que ce qui nous intéresse ce sont les masses et non « l'opinion publique ». Seuls nos propres erreurs nous isolent des masses. Porter, et singulièrement dans une faculté comme Nanterre, le sigle U.N.E.F. peut isoler aussi des masses. Est-ce pour rien que la préfecture a autorisé le meeting récupérateur de l'U.N.E.F. sur le campus... après la bagarre ?

Soyons clairs : nous ne resterions pas dans une U.N.E.F. contrôlée par révisionnistes.

(2) En fait cette hypothèse est peu crédible. La montée des révisos est incontestable. Pas au point d'être un danger crucial (la magouille bureaucratique saura réduire le nombre de leurs mandats).

La deuxième possibilité beaucoup plus claire est celle d'un bureau « unitaire » : P.S.U. + A.J.S. + divers débris (A.M.R., etc...) essayant d'avoir notre caution sous prétexte de faire échec aux révisionnistes. Nous ne cautionnerons pas. Toute alliance a un sens de classe : nos contradictions avec l'A.J.S. sont de même nature que celles avec l'U.E.C.

Nous devons à la lumière de la lutte réanalyser notre mot d'ordre : « Réunifier dans l'U.N.E.F. le mouvement étudiant » (octobre 69) pour réaffirmer notre position fondamentale : qu'existe un mouvement étudiant sur les positions du Front Uni, voulant lier étudiants et ouvriers, soutenir les luttes politiques de masses, développer les luttes revendicatives ou académiques en luttes contre l'Etat monopoliste, lutter contre l'université de classe et l'idéologie bourgeoise sous toutes ses formes. Nous disons clairement qu'une telle organisation ne pourra qu'être qu'antirévissionniste.

Ecrasons les magouilles opportunistes !

Faisons du congrès d'Avril une grande bataille politique contre les révisionnistes !

Il y aura un an le mois prochain, une lycéenne de Gaza, Aïda Issa, 18 ans, a été condamnée à 20 ans de prison par un tribunal militaire israélien, en raison de son action dans la résistance palestinienne. Les fières réponses de cette jeune fille arabe aux occupants sionistes rappelleront, chez les moins jeunes d'entre nous, l'attitude héroïque de milliers de femmes de notre pays face à l'occupant hitlérien.

En Palestine, comme partout dans le monde, les femmes et les jeunes filles prennent une part croissante à la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le pouvoir des monopoles.

C'est une raison supplémentaire de ne pas douter que la lutte des peuples du monde entier contre leurs exploiters sera victorieuse.

*Une jeune femme palestinienne face à un « tribunal militaire sioniste ».*

Sur le territoire palestinien occupé par Israël, beaucoup de palestiniennes ont pris les armes et se sont jointes à la guérilla, combattant courageusement les troupes d'agression israéliennes soutenues par l'impérialisme américain, elles ont accompli de nombreux hauts faits d'arme. Voici les récits sur l'héroïne Aïda Issa :

Le 16 mars dernier au matin, une voiture de la patrouille militaire israélienne fut soudainement attaquée dans la ville de Gaza par deux grenades. Les occupants ont été tués ou blessés. Une des deux grenades a été lancée par Aïda Issa, une élève de 18 ans d'une école secondaire de Gaza.

Par malheur, Aïda a été arrêtée. Les soldats bandits israéliens l'ont envoyée à la prison. En route, la jeune fille, sans peur, a scandé sans cesse : « Vive la Palestine ! », « Vive la guérilla palestinienne ! ». Les passants palestiniens ont été profondément émus de son esprit indomptable et quelques uns l'ont saluée de la main, en guise de soutien.

En prison, les agresseurs israéliens ont utilisé des méthodes fascistes pour la torturer et l'interroger, mais ils ont échoué.

Un jour d'avril dernier, Aïda a été traduite devant le « tribunal militaire » des autorités d'occupation

## Les femmes dans la lutte anti-impérialiste

israéliennes de Gaza. Interrogée par le « juge » israélien sur le pourquoi de son attaque contre la voiture de patrouille, elle a répondu fermement : « Parce que je veux vous tuer ». « Mais pourquoi voulez-vous nous tuer ? » demanda stupidement ce « juge ». Parce que vous avez occupé notre patrie et massacré notre peuple », a-t-elle répliqué, remplie de haine et d'indignation. « A vous parler franc, non seulement moi, mais tous les palestiniens veulent venger notre patrie ».

à Gaza contre les brutalités israéliennes. Les manifestants ont assiégé le « gouvernorat militaire » et criaient : « A bas le sionisme israélien », « Vive la Palestine ». Aïda était un des organisateurs de cette manifestation. A cette époque, elle était déjà membre d'« El fath ».

Même en prison, Aïda Issa n'a pas abandonné sa lutte. Elle trouvait toujours le moyen pour écrire des lettres à sa mère, à ses sœurs et à ses amies pour les encourager à persévérer dans



Femmes palestiniennes en lutte

La réplique froide et catégorique a abasourdi le « juge ». Incapables de subjugué Aïda, les agresseurs israéliens l'ont « condamnée » à vingt ans de prison. Ce « verdict » lu, le « juge » l'a provoquée avec un mauvais sourire : « Que ferez-vous mademoiselle Aïda Issa, après 20 ans d'emprisonnement, lorsque vous serez libérée ? ». Aïda Issa a répondu dédaigneusement : « Si vous continuez à rester sur notre terre, je me joindrai à notre peuple pour vous combattre ». Cette ferme réponse a réduit le « juge » au silence.

Au Bureau du Caire de l'Union des Femmes Palestiniennes, j'ai rencontré la sœur aînée d'Aïda Issa. Elle me dit qu'à l'école aussi, Aïda était très courageuse et très active. Depuis l'occupation de la bande de Gaza par les agresseurs israéliens, en juin 1967, Aïda a pris part à de nombreuses manifestations avec ses camarades de classe pour protester contre les autorités d'occupation. Juste un mois avant son arrestation, environ 5 000 étudiantes et femmes ont manifesté

leur lutte. Dans une lettre à sa mère, Aïda Issa écrivit : « Maman, je sais parfaitement que la lutte contre l'occupation sera longue et dure et qu'il pourra y avoir des reculs. Cependant, nous devons avoir pleinement confiance dans notre victoire finale ».

Les sionistes israéliens, épaulés par l'impérialisme américain, peuvent jeter Aïda, une jeune guérillera palestinienne, en prison, la torturer, mais ils ne peuvent jamais ébranler sa volonté révolutionnaire. Encouragées par Aïda Issa, de plus en plus nombreuses sont les femmes palestiniennes qui persévèrent dans leur lutte et attaquent vaillamment les sionistes israéliens.

Femmes palestiniennes, allez de l'avant et combattez courageusement pour la libération nationale !

### Fedayin n° 3 est paru !

**Abonnez-vous...**

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »  
30226.72 Centre La Source

abonnement ordinaire :  
20 F pour 6 mois  
40 F par an  
abonnement de soutien :  
40 pour 6 mois  
80 par an  
abonnement pour l'étranger (par avion) :  
120 F par an

Article extrait du n° 94 daté du 21 mars 1968 de l'Humanité nouvelle organe central du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France interdit par la bourgeoisie le 21 juin 1968.

Marx et Engels ont donné de la Commune de Paris une analyse approfondie ; ils ont montré que son mérite est d'avoir tenté de briser, de démolir la « machine d'Etat toute prête ». Ce point avait à leurs yeux une importance si considérable qu'il constitue le seul correctif qu'ils aient introduit en 1872 au programme « vieilli » (par endroits) du Manifeste communiste.

Lénine.

# - : 18 MARS :-

## FÊTE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS DU MONDE

**Le 18 mars 1871, le prolétariat parisien ose le premier dans l'histoire, s'emparer du pouvoir politique**

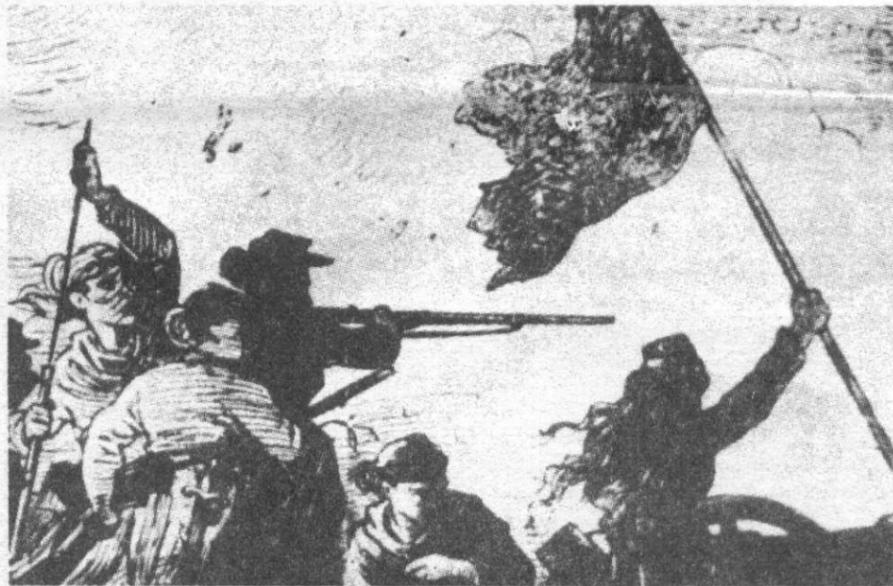
Le 18 mars 1871, le prolétariat parisien ose, le premier dans l'histoire, s'emparer du pouvoir politique.

Le 18 mars 1871 sonne dans le cœur des prolétaires comme un coup de gong annonciateur d'un monde nouveau. Il sonne dans la tête affolée de la bourgeoisie comme le glas de ses prétentions, comme l'annonce de son inéluctable effacement historique. Le 18 mars est et sera éternellement, comme l'a dit Marx, la fête internationale des prolétaires, marquant l'aube d'un monde où règnera sur tous les continents la société communiste, condition nécessaire du développement de l'humanité, site grandiose où tous ses espoirs fleuriront.

Le 18 mars 1871, c'est le jour où la classe la plus clairvoyante, la plus courageuse, la mieux organisée, la plus généreuse, se dresse toute entière sur le pavé parisien et, le fusil à la main, secoue la tête et dit non à la bourgeoisie. Il n'en faut pas plus pour que celle-ci défile...

A Paris, en mars 71, on ne se retenait plus de rage, depuis des mois. L'Empire de Badinguet, ce minable Napoléon numéro 3 appuie son train de vie sur l'exploitation toujours plus grandissante des travailleurs, obligés de monter des campagnes gagner leur pain à Paris, pressurés, laminés, broyés par la grande industrie sur sa lancée. Les patrons armés de tous les pouvoirs d'Etat lancent sur les travailleurs leurs frères en uniforme, féroce (La Ricamarie : 13 morts, dont deux femmes - Anzin : 14 morts...). Pour conclure, ce beau règne, la tourbe de ces enrichis du sang ouvrier vend la France aux Prussiens. Napoléon III s'écroule à Sedan. Tous les cloportes visqueux des Tuileries s'écoulent vers les frontières. La « gauche », nouvelle couche bourgeoise, s'empare du drapeau national, et le tend à l'invasisseur. A Paris, les « beaux quartiers » se vident à toute allure, la population huppée, devant le péril, s'en allant se terrer dans ses refuges familiaux, bien loin en province, laissant aux travailleurs la défense de la patrie (c'est devenu une habitude). Paris ouvrier, pâli par les souffrances du siège (on avait mangé des rats, reçu les obus prussiens, versé le sang inutilement par la faute traître des « défenseurs » bourgeois, résolu à « calmer » le peuple par des affrontements calculés avec l'ennemi, calculés pour « convaincre » à coups de saignées le peuple de la nécessité de la capitulation, pendant que les traîtres bourgeois négociaient fructueusement l'avenir de leur classe avec les pilliers de la nation, pendant que Favre et Thiers cousinaient avec Bismarck.

Paris prolétaire s'organisait, et ça venait de loin. L'expérience des barrica-



### VIVE LA COMMUNE !

des (cette arme parisienne de la guerre du peuple), celle, nouvelle, de l'organisation des luttes ouvrières, fortifiait les nouvelles formes d'organisation. La grande voix de l'Internationale avait retenti, quelques années plus tôt : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » c'est Marx qui avait rédigé cela. Chacun, à Paris en avait tenu pleinement compte. Les chambres syndicales et les fédérations de l'Internationale, sur le point de passer à un stade supérieur d'organisation, juste avant la fin de l'Empire, reflétaient la détermination de la classe exploitée de prendre en main son rôle historique. Varlin, grand militant, grand organisateur du prolétariat, avait prévenu la bourgeoisie : « Le sol tremble sous vos pas » et le travailleur immigré Frankel avait ajouté : « L'union des prolétaires de tous les pays est accomplie, aucune force ne peut les diviser ». La bourgeoisie avait bien compris. « Désormais, nous vous traquerons sans trêve ni merci », avait dit textuellement un procureur à un procès d'ouvriers.

Ces années de lutte avaient forgé de nombreux cadres ouvriers. Les pro-

létaires par un système d'élection dont la révolution culturelle en Chine s'est encore inspirée hier, s'étaient donné une direction parisienne, le Comité Central des 20 arrondissements.

Au début de mars, les nouvelles conditions avaient amené la garde nationale, devenue de fait par la couardise bourgeoise et la détermination prolétarienne le peuple en armes, à s'organiser elle-même, en se fédérant, et en élisant démocratiquement son comité central. Et c'était l'expression la plus conséquente de la vigilance du peuple, caractérisée par cet état d'esprit « enthousiaste mais calme, et une activité intense mais bien ordonnée », du prolétariat parisien, nourri de toute la sève paysanne de notre pays.

Paris était prêt, et la provocation de Thiers ne le surprit pas. De plus en plus inquiet, celui-ci voyait ce peuple de plus en plus fier, de plus en plus fort, au milieu de ses plans de boutique sordide, au travers de son négoce de traître, au milieu de sa collaboration, se dressant devant sa scélératesse. Paris possédait 250 canons dont le bronze venait d'une souscription publique et chacun avait versé, les pauvres

bien plus que les riches ! Pas une ménagère qui ne les considérait comme ses canons ! Déjà les capitulards avaient feint de les oublier sur le terrain des beaux quartiers, où les prussiens vinrent camper. A temps, Paris avait mis ses canons à l'abri, les dispersant dans les quartiers ouvriers, veillant sur eux avec vigilance.

Thiers résolut d'arracher à Paris ses canons. Et voilà dans la nuit du 17 au 18 qu'il envoie des troupes cambrioler les armes de la capitale. Des troupes bien lassées de servir la bourgeoisie, des soldats bien fatigués de leurs généraux capitulards.

Le principal dépôt des canons était tout en haut de la butte Montmartre, là où le « Sacré-Cœur » aujourd'hui, s'érige... Grimpés dans l'obscurité, les troupes avaient à l'aube du 18, en principe pris possession des canons, mais il restait à les déménager. Les officiers, nerveux, cherchaient d'introuvables chevaux (viande de siège). Les ménagères apprennent le larcin en cours dans les épiceries, les gosses répandent l'information en faisant les commissions du matin. D'un coup, la nouvelle soulève les quartiers, on bat au tambour le rappel (signal pour la garde nationale) et tout le monde, les femmes en tête monte vers les parcs d'artillerie pour protéger le bien du peuple. La troupe, fléchit tout de suite. Les soldats, comment résisteraient-ils ? On les appelle camarades on leur apporte le casse-croûte le matin, la foule, c'est leur mère, c'est leur sœur. Ils mettent la crosse en l'air. Les officiers se sentent perdus. Ils menacent. Ils en mourront. Et Paris entier prend possession de Paris, les bourgeois encore présents se terrent un peu plus. Quand à Thiers et ce qui lui reste de gouvernants, c'est la galopade effrénée, la panique, la débâcle.

La joie profonde éclate dans le cœur du peuple. Armé, il est le maître. Tout devient possible. Posément le Comité Central s'occupe du nécessaire, déjoue les intrigues ultimes des bourgeois, organise les élections. Huit jours plus tard, le conseil communal est élu. Au nom du peuple, la Commune est proclamée. Quoi qu'il arrivera, elle reste immortelle. Son brillant exemple vit dans nos cœurs et nous inspire hautement. De toute la force que nous donne aujourd'hui le marxisme-léninisme, notre idéal libérateur, nous criions aux successeurs de Thiers : « Non ! La Commune n'est pas morte ! Gare à la revanche, quand tous les pauvres s'y mettront ! »

**Vive  
la commune !**